



Belgeo

Revue belge de géographie

1-2 | 2001

Electoral geography

Permanences et ruptures dans la géographie électorale de la Belgique

Permanences and breaks in the electoral geography of Belgium

Christian Vandermotten, Jean-Michel Decroly, Christian Dessouroux et Yves Rouyet



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/15340>

DOI : 10.4000/belgeo.15340

ISSN : 2294-9135

Éditeur :

National Committee of Geography of Belgium, Société Royale Belge de Géographie

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2001

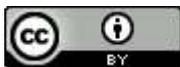
Pagination : 7-40

ISSN : 1377-2368

Référence électronique

Christian Vandermotten, Jean-Michel Decroly, Christian Dessouroux et Yves Rouyet, « Permanences et ruptures dans la géographie électorale de la Belgique », *Belgeo* [En ligne], 1-2 | 2001, mis en ligne le 30 novembre 2001, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/15340> ; DOI : 10.4000/belgeo.15340

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.



Belgeo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Permanences et ruptures dans la géographie électorale de la Belgique

Permanences and breaks in the electoral geography of Belgium

Christian Vandermotten, Jean-Michel Decroly, Christian Dessouroux et Yves Rouyet

Le cadre théorique

- 1 Cet article se propose d'examiner, sur les temps longs, l'évolution de la carte électorale de la Belgique. Cette évolution est située par rapport aux phases de l'évolution économique et sociale et de sa production spatiale, en particulier par rapport aux mouvements des ondes longues des cycles de Kondratieff. Une telle position théorique n'implique aucun déterminisme simpliste de la carte électorale par des faits économiques et sociaux. Déjà R.E. De Smet et R. Evalenko (1956) avaient montré, dans un ouvrage fondateur de la géographie électorale belge, les variations de l'intensité de la corrélation entre proportion d'ouvriers ou d'employés et pourcentage de vote socialo-communiste selon les Régions du pays. Il est aisé de montrer, à la même échelle, mais aussi à des échelles plus fines, comme celle de la Région de Bruxelles-Capitale, l'absence d'une corrélation simple entre vote d'extrême-droite et présence immigrée (C. Vandermotten et J. Vanlaer, 1993).
- 2 Les observations précédentes ne signifient pas que la proportion d'ouvriers ou la présence d'immigrés n'interviennent pas comme facteurs explicatifs de la géographie électorale. Mais ils doivent être médiatisés par des déterminants culturels, idéologiques, différents en Flandre et en Wallonie, déterminants qui s'inscrivent dans la durée. Peut-on comprendre la prédominance historique socialiste en Wallonie et catholique en Flandre sans tenir compte de l'anticatholicisme marqué du socialisme belge, qu'il doit à des origines partiellement liées au radicalisme libéral et à des liens précoces entre une partie de sa direction, réformiste dès la première heure, et la Franc-Maçonnerie ? En retour, ces attitudes fortement anticléricales ont sans doute contribué, de même qu'une industrialisation plus tardive, contemporaine ou postérieure à l'encyclique *Rerum*

Novarum, à l'essor de l'encadrement d'une fraction importante de la classe ouvrière flamande par la mouvance politique catholique.

- 3 Peut-on comprendre, en dehors de la longue durée, le paradoxe d'une Flandre bien plus à droite que la Wallonie mais aussi plus antimilitariste, parce que nourrie, au moins jusqu'à la Première Guerre mondiale, du sentiment que l'armée était dominée par un appareil d'Etat francophone illégitime ? Même si l'histoire de la Première Guerre mondiale est certes largement oubliée, cet antimilitarisme s'est ensuite perpétué à travers une méfiance envers l'Etat national unitaire, dont l'armée était perçue comme une expression forte, et entretenu plus récemment par l'important investissement de la gauche chrétienne flamande dans la lutte anti-missiles. Ce qui à son tour n'est pas indépendant du fait que la gauche syndicale (socialiste) wallonne est plus à l'aise sur le terrain de la (grande) entreprise¹, où elle est née, alors que le monde ouvrier chrétien flamand se meut plus facilement sur le terrain de l'encadrement social des communautés locales et de base.
- 4 De même, bien des caractéristiques issues du vote « rural » se sont perpétuées alors que la proportion des agriculteurs dans la population active diminuait cependant drastiquement. Ainsi encore, est-il abusif d'établir une continuité entre les comportements électoraux souvent atypiques d'Anvers – depuis les candidats populaires, l'élection de Borms en 1928 et les technocrates de Frenssen dans les années trente jusqu'aux succès du Vlaams Blok – et les succès des « meetinguistes » en 1862, réaction de la bourgeoisie anversoise de l'époque aux contraintes que lui imposait, en matière de fortifications, un Etat de la direction duquel elle se sentait exclue par Bruxelles ? La population anversoise n'a-t-elle pas le sentiment diffus de n'avoir jamais eu en Belgique le poids politique auquel l'importance économique de la « métropole » lui permettait de prétendre ? Il est significatif à cet égard de constater que depuis l'Indépendance, la Belgique n'a connu qu'un seul premier ministre anversois, Kamiel Huysmans (1946-47), si l'on ne considère pas comme tel Charles Rogier, né à Saint-Quentin et décédé à Saint-Josse, qui, après avoir été gouverneur de la province d'Anvers fut élu de cet arrondissement à la Chambre ; mais il le fut aussi des arrondissements de Turnhout, de Bruxelles et de Tournai !
- 5 Ces persistances des comportements politiques dans la longue durée, souvent bien au-delà des réalités objectives qui sont à leur origine, ces hystérésis politiques, peuvent être identifiées par l'analyse de la dimension géographique des résultats électoraux. Leur interprétation repose sur les hypothèses que cette analyse suggère, hypothèses qui se fondent sur les pesanteurs des structures d'encadrement sociopolitiques et les mécanismes de reproduction qui y sont associés : réseaux scolaires, associations culturelles, sportives, mutuelles, pouvoir politique local, syndicats, voire clientélisme.
- 6 Ceci n'exclut évidemment pas les ruptures. Il s'agira, et c'est un apport de la géographie électorale, d'examiner si celles-ci surviennent localement de manière synchrone et avec la même intensité qu'au niveau national ou à celui des trois Régions prises dans leur ensemble. Il s'agira également d'examiner si les ruptures dans les comportements partisans des électeurs sont ou non concomitantes avec des modifications dans la géographie des résultats des partis.

Les indicateurs de la géographie politique

- 7 Dans le présent article, l'état des forces politiques est rendu pour la période du suffrage censitaire du XIX^e siècle par le pourcentage moyen des votes obtenu par les candidats libéraux lors des différentes élections sur les deux sous-périodes (1848-1868 et 1870-1892) (M. Moyne, 1970). Dans le système bi-partisan de l'époque², la force catholique est pratiquement le complément à 100 % de ce pourcentage. Lorsque seul un candidat libéral (ou catholique) était en lice, sans tenue d'élection, il a été crédité de 100 % (ou 0 %).
- 8 Pour la période du suffrage universel sans vote plural, à partir de 1919, nous avons considéré les résultats au niveau cantonal, sur base du pourcentage des votes valables obtenus par les différentes familles politiques aux élections législatives pour la Chambre des Représentants, pour une série d'élections séparées chacune par une période d'une quinzaine d'années et correspondant à des dates qui apparaissent comme des années politiquement significatives : 1921, 1936, 1950, 1965, 1981, 1999 (R.E. De Smet, R. Evalenko & W. Fraeys, 1958 ; Ministère de l'Intérieur)³. Pour les analyses géographiques, les cantons ont été regroupés en ensembles de taille plus grande, relativement homogènes du point de vue socio-économique. Ceci a permis de réduire, au niveau des comparaisons, l'impact de changements dans la configuration des cantons. Il reste néanmoins quelques situations où les évolutions temporelles sont difficiles à interpréter, du fait de changements majeurs dans les délimitations cantonales : c'est particulièrement le cas après le clivage de la frontière linguistique en 1963, avec le rattachement de Comines et de Mouscron au Hainaut, avec le passage d'une large portion du canton de Landen de Liège au Brabant et le rattachement des Fourons au Limbourg, pour les conséquences des fusions de communes sur la configuration de certains cantons en 1981, ainsi que pour l'ajustement des limites des cantons brabançons de l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde sur celles de la Région de Bruxelles-Capitale pour les élections de 1999.
- 9 Les partis ont été regroupés en grandes familles politiques, à savoir :
 - L'extrême-gauche : les socialistes révolutionnaires, le parti communiste, les trotskystes, les maoïstes (Parti du Travail de Belgique, PTB), même si les logiques spatiales de certains de ces mouvements diffèrent.
 - La famille socialiste, y compris quelques dissidents radicaux-socialistes entre les deux guerres).
 - Les écologistes.
 - La famille libérale.
 - La famille sociale-chrétienne, y compris des catholiques indépendants entre les deux guerres, l'Union Démocratique Belge (UDB) et la liste Saint-Rémy après la Seconde Guerre mondiale.
 - Les régionalistes. Du côté flamand, ceux-ci sont essentiellement représentés par les frontistes après la Première Guerre mondiale, puis par le Vlaamsch Nationaal Verbond (VNV) et par la Volksunie à partir des années 1950, mais nous en avons exclu le Vlaams Blok. Certes, le VNV pourrait tout autant être rattaché à la mouvance de l'extrême-droite et ce fait devra être pris en compte dans l'interprétation des cartes relatives à ce parti. Si nous avons préféré le rattacher à la famille régionaliste, c'est d'abord parce que l'essentiel de son appareil initial provient de la mouvance frontiste et que sa dérive vers l'extrême-droite fasciste va en fait se renforcer avec le temps, mais surtout parce que cela permettait de bien distinguer la géographie du VNV de celle des rexistes, qui, s'il est vrai qu'ils ont obtenu

l'essentiel de leurs succès en Wallonie, n'étaient néanmoins pas absents du paysage politique en Flandre. Or, l'extrême-droite VNV présente une différence essentielle avec les rexistes : elle remet en question l'existence de l'Etat belge au profit d'un Etat flamand fort, alors qu'au contraire les rexistes étaient partisans d'un Etat autoritaire unitaire. Du côté francophone, les deux principaux partis relevant de cet ensemble furent ou sont encore le Rassemblement Wallon (RW) et le Front bruxellois des Francophones (FDF). Ce dernier n'a pu être dissocié de la famille libérale en 1995 et 1999.

- Les divers, y compris les neutres et des groupuscules inclassables. Cette catégorie relève dans la grande majorité des cas du populisme de droite ou d'attitudes de rejet poujadiste.
- L'extrême-droite, à savoir essentiellement les rexistes dans les années trente, le Front National (FN) et le Vlaams Blok, parti de l'extrême-droite autoritaire et sécuritaire tout autant que parti flamand radical, pour la période récente.

Industrialisation, clivage Eglise-Etat et géographie électorale dans le régime censitaire du XIX^e siècle

- 10 Si on peut remonter au XV^e siècle pour trouver quelques fondements ténus d'un sentiment national belge, qui se renforce au XVIII^e et durant la période hollandaise (J. Stengers, 2000), l'indépendance acquise en 1830 résulte de la conjonction de mécontentements liés à des décisions, entre autres linguistiques, d'un souverain despote éclairé, d'une récupération par les forces bourgeoises d'une révolte populaire et d'opposition de milieux agrariens-catholiques au protestantisme dominant du Nord. Parmi la noblesse, la fraction la plus légitimiste est toutefois restée fidèle au Roi Guillaume. Si certains milieux libéraux protectionnistes étaient opposés à la politique libre-échangiste du Roi, les forces industrielles dominantes, au contraire, le soutenaient et appuyaient sa politique économique alliant les intérêts commerciaux du Nord et ceux de l'industrie du Sud. Contraintes par la tournure des événements à une rupture radicale avec les Pays-Bas septentrionaux, les élites politiques et bourgeoises auraient initialement préféré maintenir une union douanière et personnelle avec le Nord. Bien que l'Orangisme restera quelque temps vivace parmi de nombreux représentants de la bourgeoisie industrielle et anticléricale belge, les premières années suivant l'Indépendance seront caractérisées par un Unionisme, associant forces bourgeoises libérales et catholiques et agrariennes, dans une vie politique à laquelle ne participent que moins de 50.000 électeurs.

Tableau 1. Evolution économique et politique durant la période du suffrage censitaire (de 46.000 électeurs en 1830 à moins de 140.000 électeurs avant 1893) : le poids déterminant du clivage Eglise-Etat.

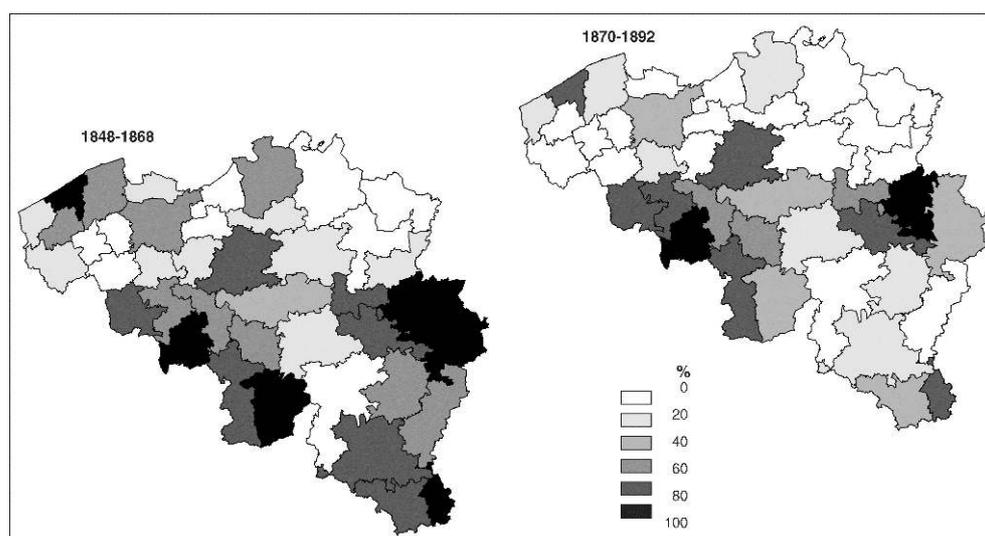
	Situation économique		Forces politiques		Evolution de la situation linguistique et institutionnelle
	Forces	Faiblesses	Dominantes	Réactions	
Consolidation économique (fin 1840) Etat			Unionisme (1830-1839); prolongé avec difficulté jusque 1847.	Minorité orangiste parmi la bourgeoisie industrielle antio-rangiste; qu'on (francophone) que les Néerlandais dans un Etat unitaire unilingue de fait.	Promotion d'une idéologie nationale (francophone) que les Néerlandais dans un Etat unitaire unilingue de fait.
Phase A du 2 ^{ème} Kondratieff (1847-1873)	Esor de l'industrie dans l'axe wallon sur le charbon, mais dominée par les holdings de la grande bourgeoisie nationale. Industrialisation plus diversifiée à Bruxelles.	Crise profonde du textile flamand proto-industriel.	Dominance du libéralisme doctrinaire anticlérical (1847-1871).	Milieu agrariens-catholiques.	Fondement d'un sentiment d'exclusion de la petite bourgeoisie flamande, dans un premier temps sans mobilisation des masses rurales, envers un Etat francophones.
Phase B du 2 ^{ème} Kondratieff (1873-1893)	Pouruite avec moins de vigueur des tendances précédentes	Pauvreté de la Flandre rurale	Dominance catholique (à partir de 1871), avec l'intermède du cabinet libéral de 1876 à 1884.	Affaiblissement du libéralisme par la rupture entre gouvernements militaires ou civils ou progressistes anti-catholiques. Affaiblissement renforcé par la croissance progressive du corps électoral en milieu urbain en 1884. Création du POB en 1885.	Renforcement culturel et idéologique du sentiment d'exclusion urbaine flamande, avec un encadrement catholique croissant, e.a. du bas-clergé. Premiers succès du mouvement flamand (Premières lois linguistiques en 1873), appuyé par des catholiques mais aussi par la petite bourgeoisie libérale progressiste à Bruxelles et dans les grandes villes flamandes.

- 11 Après la rupture de l'Unionisme en 1847, la modernité d'une Belgique en tête de la révolution industrielle sur le continent et la vigueur de son développement au cours de la phase A du 2^{ème} Kondratieff s'expriment par la domination des forces libérales sur la vie politique nationale.
- 12 Cette suprématie libérale se manifeste tant dans le monde industriel et urbain que dans certaines zones rurales. Les libéraux l'emportent largement sur les forces conservatrices-cléricales dans les bassins charbonniers et métallurgiques wallons et à Bruxelles, mais aussi dans les grandes villes du nord du pays (Anvers, Gand, Bruges, Ostende). Ils sont en revanche plus faibles à Courtrai, au cœur d'un monde rural proto-industriel textile laissé pour compte de la modernisation. Dans le monde rural, les libéraux sont les plus présents en Moyenne et Basse-Belgique, surtout dans les zones laïcisées de grandes exploitations agricoles, indivises et majoritairement en faire-valoir indirect. Sur ces terres où la propriété foncière et les gros fermiers ont bénéficié des acquisitions de biens d'Eglise ou d'abbayes à la fin de l'Ancien régime et où apparaissent les premières formes d'industrie agro-alimentaire (Hainaut, Brabant, Hesbaye, dans une certaine mesure aussi Polders), ils peuvent compter sur le poids idéologique de notables locaux mi-ruraux, mi-industriels partageant souvent les idées libérales anticléricales du monde industriel. A. Miroir et J. Bartier (1968) rappellent que sous le règne de Léopold I, le libéralisme incarne les intérêts du Tiers-Etat, confronté aux prétentions de la noblesse et du clergé désireux de recouvrer les biens acquis par la bourgeoisie à la faveur de la Révolution. Nombre d'électeurs censitaires des régions agricoles, propriétaires fonciers, ayant éventuellement acquis des « biens noirs » ou gros fermiers ayant accédé à l'électorat suite à la réduction du cens électoral en 1848, se souviennent, continue A. Miroir, de l'Ancien Régime, craignent le

retour de la mainmorte ou de la dîme. Dans l'arrondissement de Nivelles, aux élections de 1847, les Libéraux présentent un des candidats catholiques comme « un noble qui voudrait nous ramener au temps des seigneurs et des manants taillables et corvéables à merci ». Il ne faut pas oublier qu'en Hesbaye liégeoise par exemple, le tiers du sol appartenait, avant la Révolution, au Chapitre cathédral de Saint-Lambert et aux institutions religieuses. De quoi nourrir des sentiments anticléricaux.

- 13 Les libéraux sont également loin d'être une force négligeable parmi les censitaires de Haute-Belgique. Par contre, ils sont très minoritaires dans les zones rurales flamandes ne nourrissant pas d'anticléricisme : Campine, où le faire-valoir direct domine et où les communaux sont seulement en voie d'aliénation ; Flandre intérieure, où le faire-valoir indirect est plus fréquent mais dans la cadre de petites exploitations.
- 14 Dans le dernier quart du XIX^e siècle, le retournement de la conjoncture économique et le développement de la classe ouvrière renforcent l'impact politique du mécontentement des masses populaires. Le poids des partisans du radicalisme progressiste augmente parmi les libéraux urbains issus des classes moyennes et intellectuelles, du fait de l'extension, cependant très modérée, du corps électoral. Ceci va entraîner la défaite libérale lorsque une partie des élites, qui soutenaient les libéraux tant qu'il ne s'agissait que d'anticléricisme, refuseront de les suivre dans leur virage vers l'anti-catholicisme. En outre, le monde libéral se divisera sur la question de l'extension du suffrage, les radicaux progressistes se retrouvant alors parfois plus proches de fractions de la droite catholique, plus ouverte que les doctrinaires sur la question de l'extension du droit de vote, sans doute parce qu'une partie du monde catholique sentait l'intérêt qu'il pouvait tirer d'un corps électoral élargi, entre autres dans les campagnes flamandes qu'il encadrait et contrôlait idéologiquement.

Figure 1. Scores libéraux dans le cadre du suffrage censitaire au XIX^e siècle (la carte catholique est pratiquement le négatif de celle-ci).



- 15 La géographie électorale de la période 1870-1892 traduit bien ces recompositions des forces politiques. Les libéraux s'affaiblissent fortement au profit des forces catholiques en Flandre, y compris dans les villes, cet affaiblissement étant toutefois mieux contenu à Gand et à Ostende. A Anvers par contre, où la ville estime souffrir des contraintes des fortifications, les libéraux sont sanctionnés pour leurs positions plus militaristes que

celles des catholiques. Ils s'affaiblissent aussi fortement en Haute-Belgique, plus traditionaliste et de forte pratique religieuse, mais par contre se maintiennent, voire parfois progressent dans les villes wallonnes et à Bruxelles, où la laïcisation de la société était plus intense, sans doute de longue date et sous une plus forte influence culturelle française. Ils résistent bien également dans les régions de grande culture des plateaux limoneux wallons, grâce à la conjonction de la laïcisation et du régime agraire. On peut rapprocher cette plus forte laïcisation du corps social et ce maintien de la présence libérale, bientôt complétée, dans un premier temps en dehors du champ électoral, par celle du mouvement socialiste, de l'évolution de la réduction de la fécondité à partir des années 1880, progressant d'ouest en est dans les régions industrielles déchristianisées de Wallonie, puis atteignant Bruxelles, Gand et Anvers et les régions wallonnes de grandes cultures. Hors des deux villes de Gand et d'Anvers, c'est dans l'arrondissement de Furnes, zone de grandes exploitations agricoles poldériennes et de présence relative du libéralisme rural, que la fécondité commence à baisser en premier lieu en Flandre.

La période de transition : le suffrage universel masculin à vote plural

Tableau 2. Evolution économique et politique durant la période du vote plural (1.371.000 électeurs et 2.111.000 votes aux élections de 1894), avec représentation proportionnelle à partir de 1900 : la superposition du clivage capital-travail au clivage Eglise-Etat.

	Situation économique		Forces politiques		Evolution de la situation linguistique et institutionnelle
	Forces	Faiblesses	Dominantes	Réactions	
Phase A du 3ème Kondratieff (1896-1913)	Reprise économique mais modérée et sans remise en question radicale des structures antérieures. Renforcement de la zone métropolitaine centrale Bruxelles-Anvers.	Pauvreté de la Flandre rurale.	Essor du christianisme social encadré par le bas-clergé (Rerum Novarum, 1891), en même temps que le vote plural, surtout en Flandre. Organisation du monde catholique en piliers.	Essor du mouvement socialiste, unitariste, surtout en Wallonie et dans les grandes villes, avec des liens avec le libéralisme progressiste, e.a. à travers la Franc-Maçonnerie.	Essor du mouvement flamingant, dominé par la composante catholique, antisocialiste, et antimilitariste Compromission des tendances extrémistes du flamingantisme avec les Allemands (Conseil des Flandres).

- 16 Le suffrage à vote plural prépare la mise en place de la carte électorale telle qu'elle apparaîtra après la Première Guerre mondiale, avec l'instauration du suffrage universel. Il renforce la domination catholique, en particulier en Flandre, d'autant qu'il est concomitant à l'émergence d'une aile ouvrière dans le parti catholique, sous l'impulsion du christianisme social, et d'un pilier paysan, qui associera traditionalisme chrétien et flamingantisme. Le poids libéral s'affaiblit. L'instauration de la représentation proportionnelle va s'imposer, pour éviter une hégémonie parlementaire excessive du

parti catholique, qui aurait pu devenir source de tensions extra-parlementaires dans le chef de la bourgeoisie urbaine.

Aux origines de la carte électorale du suffrage universel : les élections de 1921

- 17 La carte des secondes élections au suffrage universel pur et simple de l'après-guerre 14-18 définit les contours d'une géographie électorale dont bien des traits majeurs sont encore repérables aujourd'hui, au-delà des modifications profondes des déterminants sociaux.
- 18 En Wallonie, les socialistes drainent près de 49 % des suffrages, contre 31 % aux catholiques et 19 % aux libéraux. Leur géographie est très fortement corrélée à celle du salariat, avec une représentation plus que proportionnelle à celle des ouvriers et des employés (tableau 3 ; R.E. De Smet & R. Evalenko, 1956). L'inscription spatiale des structures économiques et sociales détermine la mise en place de clivages simples mais différents en Wallonie et en Flandre.

Tableau 3. Coefficients r de corrélation entre les résultats (en pourcentage) des familles politiques et les structures sociales, 1921 et 1950.

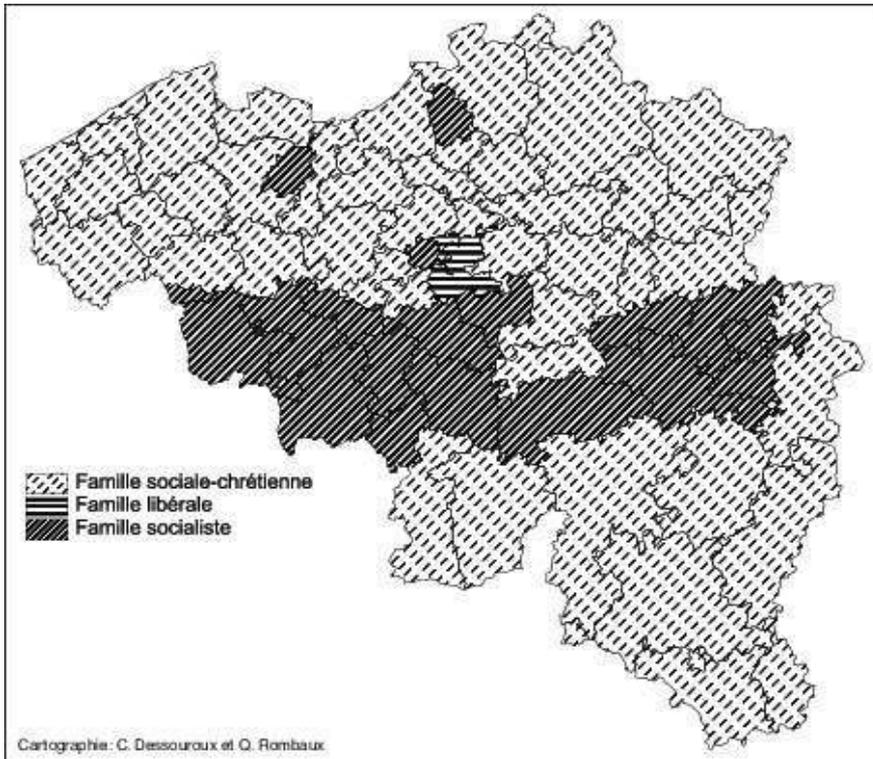
	Arrondissements* ou cantons wallons	Arrondissements* ou cantons flamands
Socialistes et extrême-gauche - Salariés (1921)*	0,94	0,69
Socialistes et extrême-gauche - Salariés (1950)*	0,89	0,73
Socialistes et extrême-gauche - Salariés (1950)	0,85	0,71
Catholiques - Praticants (1950)	0,93	0,73
Catholiques et libéraux - Praticants (1950)	0,92	0,81
Catholiques - Patrons et aidants (1950)	0,85	0,71
Catholiques et libéraux - Patrons et aidants (1950)	0,83	0,52

Les coefficients plus faibles en Flandre traduisent le caractère plus interclassiste de l'électorat catholique dans le nord du pays et une moindre laïcisation de la classe ouvrière.

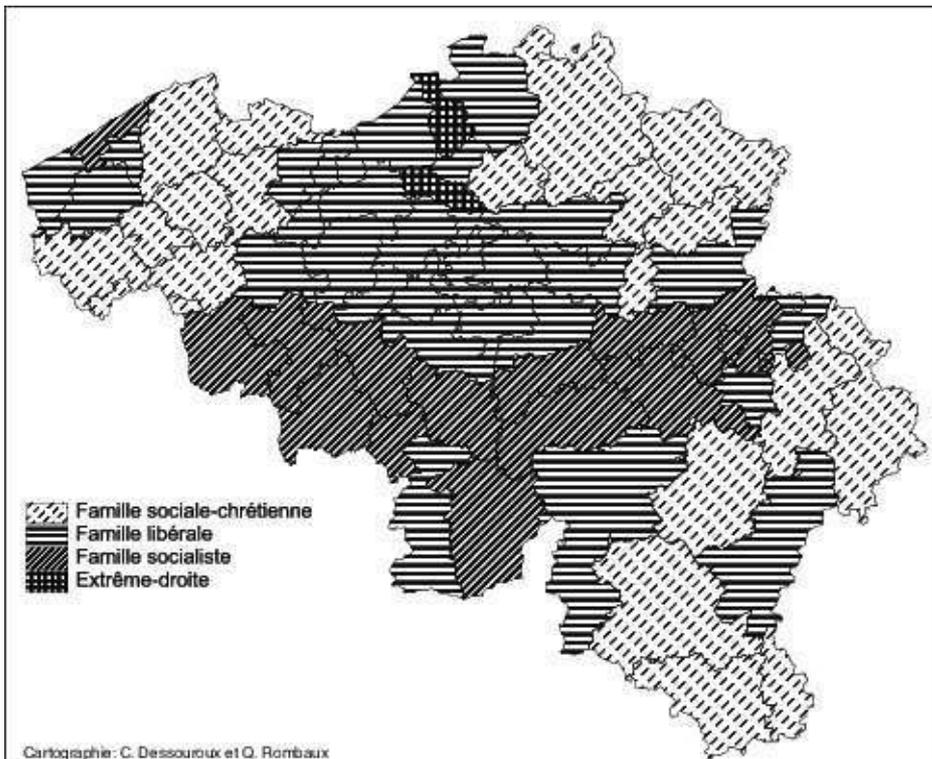
D'après R.E. De Smet & R. Evalenko, 1956

Figure 2. Résultats électoraux de 1921.

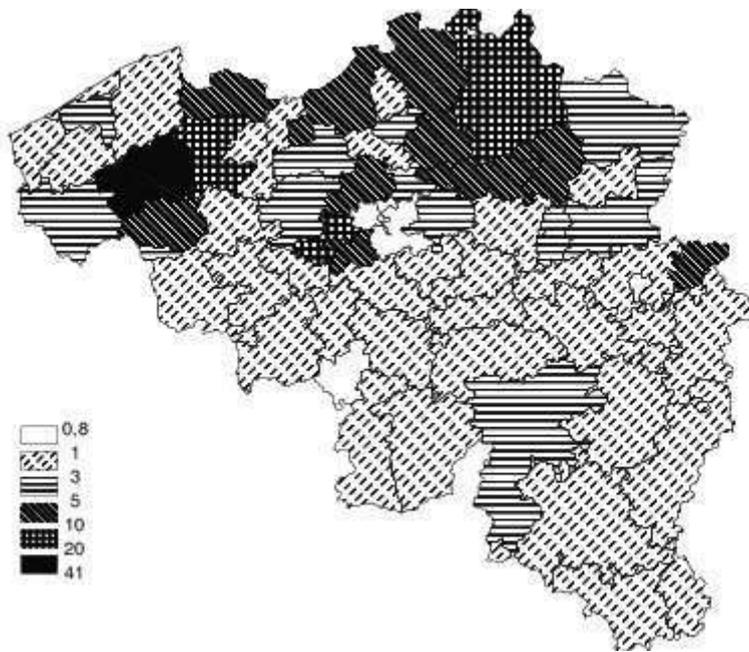
- 19 *a. Le premier parti en 1921*



20 *b. Par comparaison, premier parti en 1999*



21 *c. Rapport entre les pourcentages catholiques et libéraux, 1921*



22 d. Fréquentation de la messe dominicale (1952, selon l'Abbé Collard) et prévalence du faire-valoir direct (1950, d'après J. Annaert, 1956)

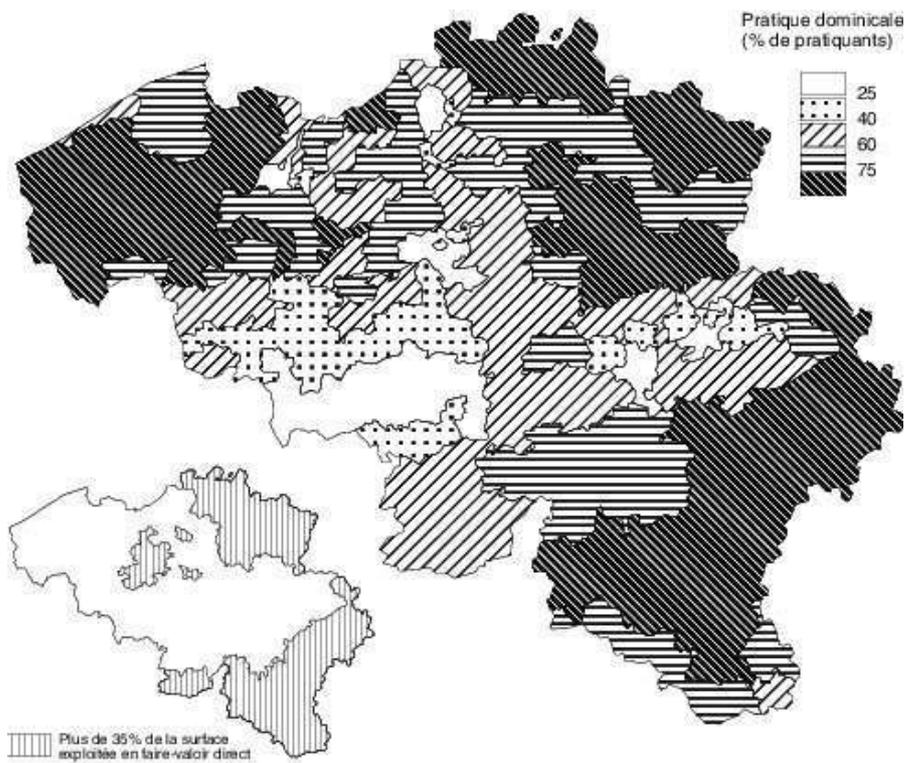
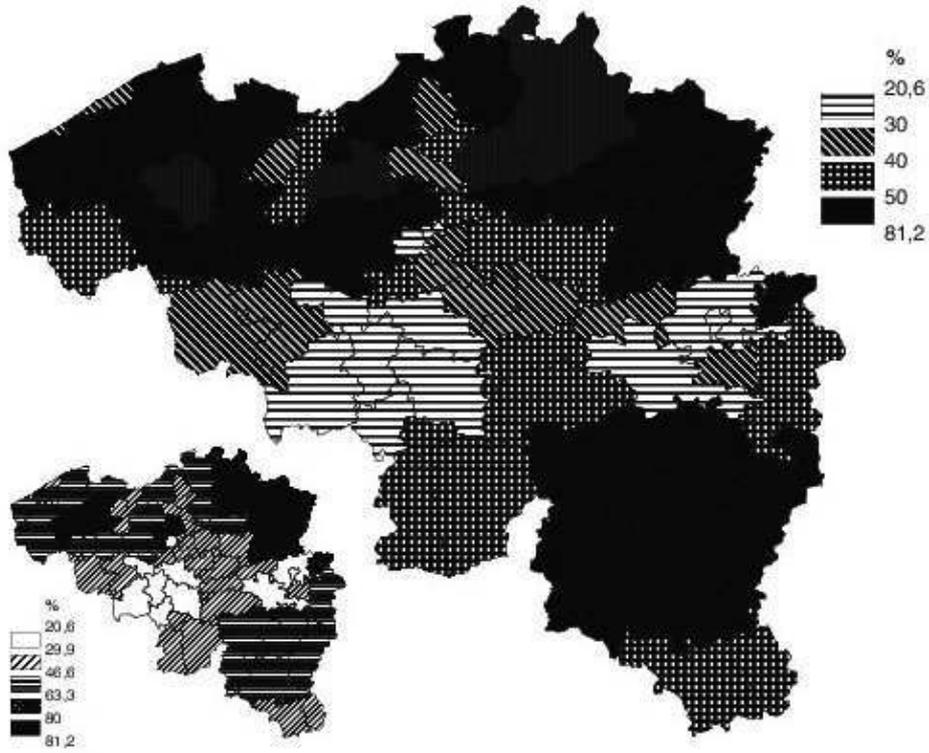
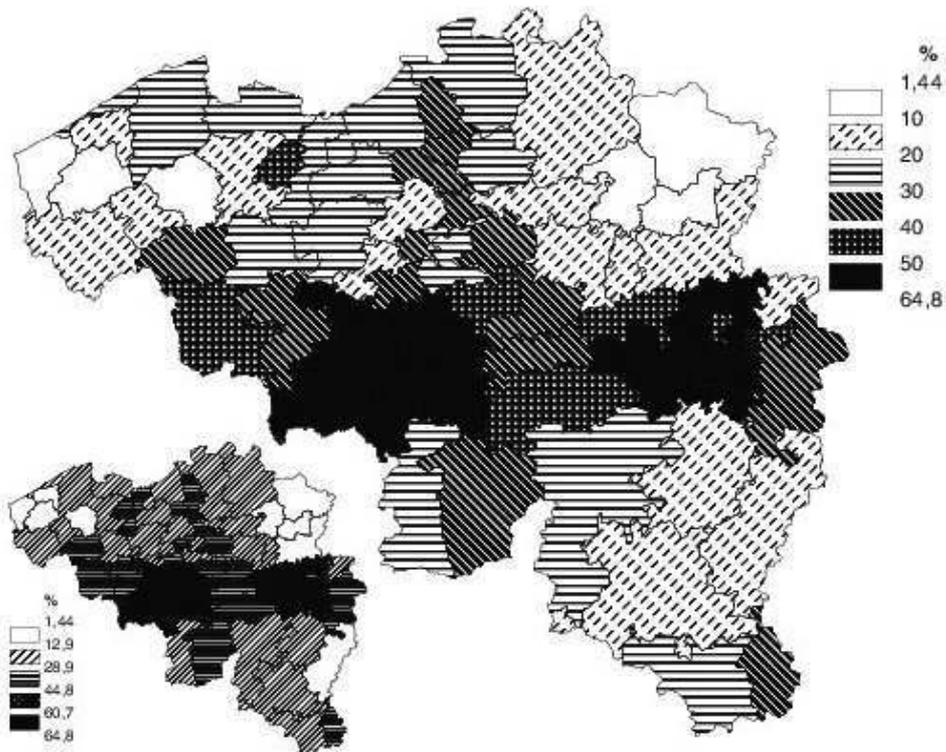


Figure 3. Résultats électoraux de 1921 et de 1936.

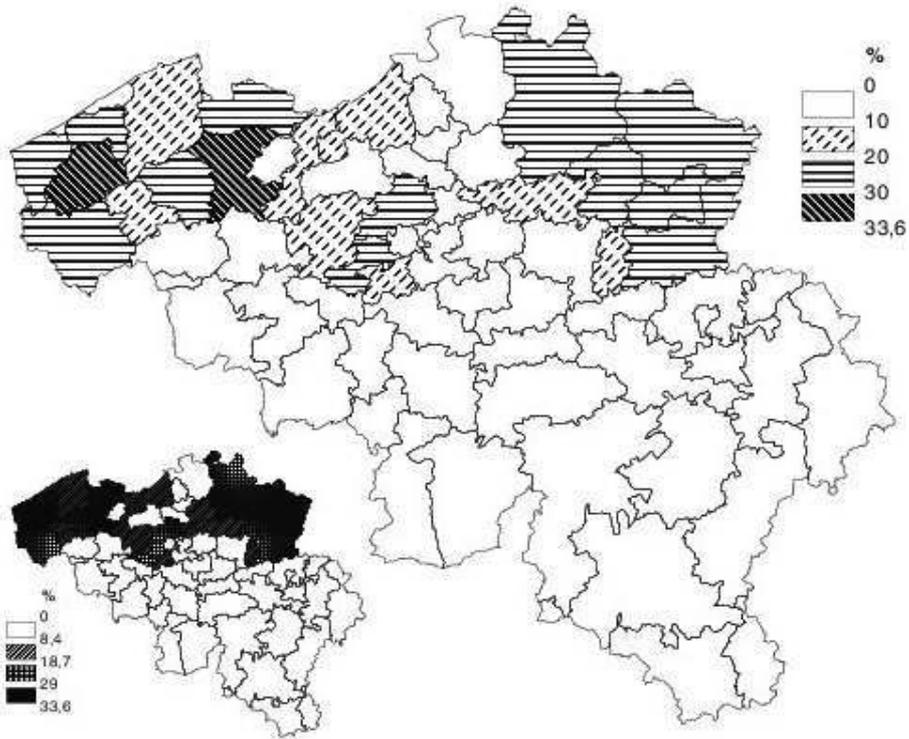
23 a. Pourcentage catholique en 1921



24 b. Pourcentage socialiste en 1921



25 c. Pourcentage des régionalistes flamands d'extrême-droite (VNV) en 1936



26 d. Pourcentage de l'extrême-droite rexiste en 1936

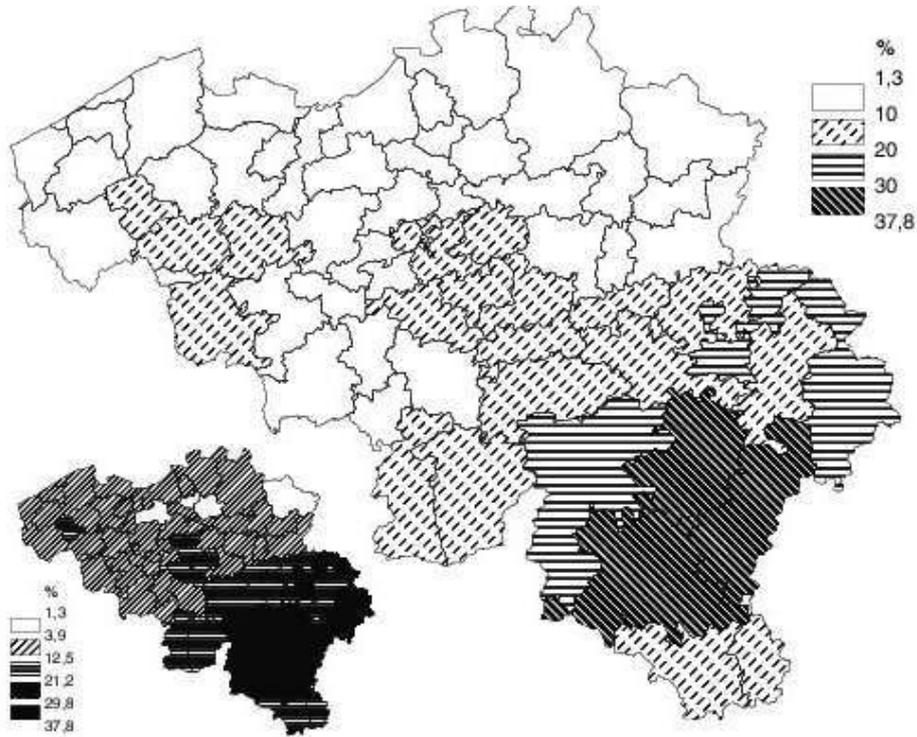
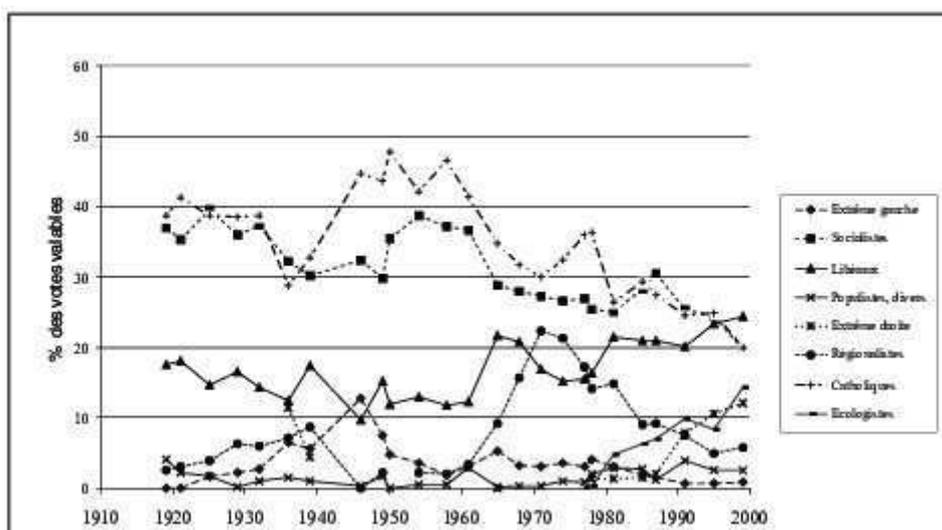


Figure 4. Evolution du pourcentage des différentes familles politiques de 1919 à 1999 (Royaume).



- 27 Trois types fondamentaux d'espaces peuvent être reconnus au sud du pays. Dans l'axe wallon le suffrage universel souligne les bassins industriels rouges, fortement déchristianisés, tant au niveau de la classe ouvrière qu'à celui des élites politiques qui en assurent l'encadrement et génèrent la reproduction socio-politique. Le poids libéral reste pourtant faible, sauf à Liège où la bourgeoisie est historiquement mieux représentée. Dans cette région, contrôlée largement par le grand capital des holdings implantés à Bruxelles, les élites managériales sont en effet peu représentées et les petits entrepreneurs ont été laminés par la présence hégémonique du charbon et de la grande industrie.
- 28 A l'opposé, le bastion ardennais, subissant l'exode rural mais ne connaissant pas la navette, du fait de son éloignement, reste une terre traditionaliste de forte fréquentation religieuse et de petites exploitations en faire-valoir direct. La paysannerie y vit relativement à l'aise, du fait des faibles densités de population et des apports de la forêt. Elle a bénéficié, au milieu du XIX^e siècle, du partage des communaux. L'Eglise n'a pas été ici associée à la grande propriété. Elle encadre les communautés rurales et a assuré assez tôt un relativement bon niveau d'instruction, nécessaire pour émigrer dans la fonction publique. Le parti catholique a ici la majorité absolue. Le paradoxe de l'association forte alphabétisation – faible modernisation n'est qu'apparent. L'école primaire catholique a davantage contribué à pérenniser les normes morales qu'à les modifier. Cependant, la suprématie catholique n'atteint pas les mêmes niveaux que dans les régions rurales traditionalistes de la partie flamande du pays : il ne faut pas sous-estimer le poids d'une petite bourgeoisie rurale ou de petites villes, de fonctionnaires anticléricaux qui, dans bien des cantons, assurent au parti libéral des scores minoritaires mais honorables, plus élevés même que la moyenne wallonne⁴. La faiblesse socialiste est ici sérieuse, mais à nouveau moindre que dans les régions rurales flamandes. La gauche est toutefois mieux implantée en Entre-Sambre-et-Meuse et dans le bassin sidérurgique du Sud-Luxembourg, sans atteindre toutefois, loin de là, ses scores de l'axe Haine – Sambre – Meuse. Outre la navette vers Charleroi, l'Entre-Sambre-et-Meuse conserve une tradition de travail industriel. Quant au bassin sidérurgique lorrain, il est trop petit pour engendrer une individualisation politique aussi nette que dans l'axe wallon, d'autant que le travail à poses dans la sidérurgie facilite, en milieu semi-rural, la conservation d'un statut

d'ouvrier-paysan et limite d'autant la structuration socio-politique de la classe ouvrière. Cependant, tout comme en Entre-Sambre-et-Meuse, la fécondité baisse plus vite ici qu'en Ardenne et la déchristianisation y progresse plus rapidement.

- 29 Au Nord de la Haute-Belgique, en Condroz, pays de grandes exploitations en faire-valoir indirect, mais surtout sur les plateaux limoneux de Moyenne-Belgique, le vote non-catholique dépasse souvent 60 % des suffrages. La laïcisation de ces grandes campagnes, déjà évoquée à propos du développement d'un libéralisme rural censitaire au XIX^e siècle, a favorisé à son tour l'implantation socialiste : les niveaux de pratique religieuse dominicale sont assez faibles dans cette Wallonie rurale septentrionale d'après une enquête de 1950, parfois à peine supérieurs à ceux des zones industrielles⁵. Le poids socialiste, non négligeable, est particulièrement fort là où une industrialisation locale ou l'exploitation des carrières s'ajoute aux effets de diffusion liés à la navette. C'est par exemple le cas dans les cantons de Lessines, de Tubize ou de Nivelles. Une exception est le Pays de Herve. Faut-il y voir, comme en Flandre, le fait d'un plus grand attachement aux traditions d'une population de petits paysans-éleveurs restés longtemps ouvriers à domicile des marchands-fabricants verviétois ?
- 30 Le paysage politique est radicalement différent en Flandre, où les catholiques ont la majorité absolue, avec 53 % des suffrages. Ils s'appuient sur un corps électoral interclassiste, sur une base beaucoup plus hétérogène que ne l'est leur socle plus exclusivement patronal, agricole et indépendant en Wallonie. Leurs fiefs les plus hégémoniques sont les régions rurales flamandes « périphériques », les plus pratiquantes : la Campine, où, comme en Ardenne, les communaux étaient très développés jusqu'au milieu du XIX^e siècle et où prévaut, en région peu fertile, le faire-valoir direct de petits paysans ; la Flandre intérieure profonde, le Meetjesland, la Pays de Waes, le nord-ouest du Brabant flamand, où le faire-valoir indirect domine, mais dans un contexte de petites exploitations.
- 31 En Flandre, les socialistes ne dépassent pas 25 % des voix et les libéraux en obtiennent moins de 15 %. C'est que, pendant que la révolution industrielle s'est développée en Wallonie, drainant à elle les capitaux disponibles, la vieille Flandre textile, à l'agriculture intensive depuis le Moyen Age, a connu une crise profonde. Délaissé par le grand capital, le textile, qui y était associé aux activités rurales, ne s'y est modernisé que lentement, sauf à Gand et dans une certaine mesure à Alost, sous les auspices d'un capitalisme local, usant d'une main-d'œuvre abondante et bon marché. Cette longue crise structurelle, qui a traversé plus d'un demi-siècle, frappe toujours après la Première Guerre mondiale, la Flandre profonde. Les possibilités de promotion hors du monde rural sont en outre freinées par les difficultés linguistiques, qui rendent plus malaisé l'accès à la fonction publique. Par ailleurs, le caractère tardif de l'industrialisation, l'encadrement par le clergé et le paternalisme chrétien de notables locaux, la volonté politique des gouvernements catholiques de maintenir la classe ouvrière dans le milieu rural, en favorisant l'accès à la propriété et les migrations alternantes quotidiennes, ont freiné le développement du mouvement socialiste⁶ (C. Kesteloot & F. De Maaesschalck, 2001). L'expression dominante du mécontentement social ne se traduira donc pas par des comportements de classe, mais bien par des attitudes communautaristes, associant valeurs de la religion, méfiance envers l'Etat (fransquillon et trop laïc) et promotion du néerlandais. On est là aux origines du caractère majoritaire du mouvement flamand, droitier, identitaire, catholique, voire, pour certaines de ses composantes, sensible à des positions d'extrême-droite, qui se manifesteront dans les années 30 lorsque le VNV

viendra concurrencer le parti catholique dans ses fiefs, éventuellement collaborationniste.

- 32 Le mouvement socialiste, fondé sur des positions de classe et laïques, n'a un certain poids que dans les régions urbaines centrales, là où l'industrialisation fut la plus précoce, antérieure à la mise en place d'un pilier ouvrier au sein du monde chrétien. Il n'atteint 35 % des suffrages que dans l'arrondissement d'Anvers et ne dépasse les 30 % qu'à Malines, Gand et Courtrai. Globalement, ses résultats sont moins bien corrélés à la répartition du salariat, en particulier à celle des ouvriers, qu'en Wallonie, ce qui traduit à nouveau l'interclassisme des catholiques et l'impact du mouvement ouvrier chrétien parmi la classe ouvrière flamande (R.E. De Smet & R. Evalenko, 1956).
- 33 A côté du maintien de positions parmi les bourgeoisies urbaines, à Anvers, à Gand ou à Ostende, le libéralisme conserve aussi quelque poids que dans des régions rurales de grande exploitation en faire-valoir indirect, comme les polders ou les prolongements côté flamand du Brabant wallon et de la Hesbaye.
- 34 Remarquons enfin que dès cette époque, les mouvements régionalistes sont implantés dans le paysage politique flamand, en particulier en Flandre occidentale, où les frontistes se nourrissent des mécontentements des sinistrés.
- 35 C'est à Bruxelles, parmi la bourgeoisie et les classes moyennes, que les libéraux font leurs meilleurs scores, de l'ordre de 25 % des voix. Le vote ouvrier socialiste est important dans les cantons électoraux occidentaux de l'agglomération, dans l'axe industriel de la vallée de la Senne. Dès cette époque, le poids catholique est faible parmi l'électorat bruxellois.

Ruptures et permanences depuis les élections de 1921

Tableau 4. Evolution économique et politique durant la période du suffrage universel (masculin entre les deux guerres) : de l'impact croissant de la majorité numérique flamande au réalignment libéral et au clivage communautaire.

	Situation économique		Forces politiques		Evolution de la situation linguistique et institutionnelle
	Forces	Faiblesses	Dominantes	Réactions	
Phase B du 3ème Kondratieff (entre-deux-guerres)	Début d'un glissement industriel vers le nord du pays sous l'égide du grand capital belge.	Forte sensibilité de l'industrie wallonne à la crise des années 30.	Politiques économiques de stabilisation et réponses déflationnistes à la crise. Gouvernements essentiellement catholiques-libéraux, avec suprématie catholique. Réponses keynésiennes à partir de 1935 : association du POB au gouvernement.	POB en général dans l'opposition. Essor des communistes, et de l'extrême-droite nationaliste ou flamingante.	Reconnaissance du néerlandais comme langue à part entière dans l'Etat unitaire (flamandisation de l'Université de Gand en 1930). Revendications flamingantes pour l'amnistie.

Phase A du 5ème Kondratieff (1973)	Industrialisation et à la fin de la phase, caractérisée par une industrialisation organisée de grands groupes de PME, profitant largement à la Flandre.	Utilisation extensive des sites industriels wallons, dans le cadre de la reconstruction économique.	Mise en œuvre du capitalisme libéral-démocratique dans le cadre de gouvernements de coalition avec Christ social-chrétiens et le plus souvent des socialistes.	Revalorisation wallonne pour des raisons de structure et de part capitalistes grèves de 1960-61, essor du Mouvement Rural wallon. Tacti autobertré ou mouvement wallon, réouvert par le mouvement socialiste qui abandonne progressivement ses positions unitaires de classe ouvrière et laïque avec la gauche flamande.	Affirmation progressive de surcroît de la bourgeoisie flamande par rapport à la bourgeoisie nationale traditionnelle, orientée religieuse flamande (CVP), Toug flamande du mouvement linguistique (1961). Clivage de la frontière linguistique (1963). Abandon du discours de classe par les Tibersaux (1965) en même temps que s'affaiblit l'intensité du clivage. Eglise ou mouvement wallon réouvert par le mouvement socialiste dans une identité wallonne forte, ses positions coupées de Bruxelles.
Transition entre le 5ème et le 6ème Kondratieff (1973-1982)	Poursuite relative de la phase précédente. Accélération ou désengagement industriel et la grande bourgeoisie nationale traditionnelle.	Poursuite de la phase précédente. Forte explosion de la dette publique, ou la fin de la tentative de croissance de la phase B.	Gouvernements de coalition avec Christ social-chrétiens, libéraux ou socialistes, sur les socialistes.	Regionalisation asymétrique progressive communautaire flamande, avec une dernière sur Bruxelles, régionalisme wallon, en rupture avec la catho, au sein de la Part Socialiste (PS).	
Début des années 80	L'essor relatif de la phase B du 5ème Kondratieff (fin des années 90)	Fort endettement public et politique d'urgence.	Affirmation d'un discours néolibéral. Présence plus longue des libéraux dans les coalitions de gouvernement.	Fédéralisme.	

Début de la phase A du 5ème Kondratieff ? (fin des années 90)	Globalisation. Développement des régions métropolitaines centrales, mais aggravation des problèmes des centres-villes.	Confirmation de la décléricalisation de la société, marginalisant progressivement les sociaux-chrétiens.	Nouvelles formes de prise en compte progressiste des problèmes environnementaux et sociaux, e.a. dans le chef d'une nouvelle classe moyenne intellectuelle (écologistes) et désocialisation (extrême-droite).	Amorce de rapprochement Wallonie-Bruxelles, dans le cadre de la tertiarisation croissante et de l'affaiblissement des forces ouvrières traditionnelles dans le parti socialiste.
---	--	--	---	--

- 36 Les ruptures électorales peuvent être examinées de deux points de vue : les modifications dans les choix partisans d'une part (tableau 5), les ruptures géographiques de l'autre (tableau 6).
- 37 Le tableau 5 montre que les mutations des comportements électoraux d'une élection à l'autre sont en général plus élevées dans chacune des trois Régions que pour le Royaume dans son ensemble, ce qui indique une tendance à des glissements de voix à des rythmes différents, voire éventuellement asymétriques, de part et d'autre de la frontière linguistique. Il met également en évidence la très grande volatilité des comportements politiques à Bruxelles.
- 38 Certaines élections ont été caractérisées par des bouleversements politiques majeurs dans les trois Régions du pays. C'est le cas de celle de 1936, où les glissements de voix sont les plus forts en Wallonie et à Bruxelles. Elle est caractérisée à gauche par une forte poussée communiste aux dépens des socialistes, à droite par un effondrement catholique au profit du VNV et de l'extrême-droite rexiste. Ceci traduit une radicalisation politique face aux conséquences de la crise du début des années 30, dans un contexte international marqué

par le développement des options autoritaires à droite et par les succès économiques acycliques dont se prévaut la propagande soviétique.

- 39 Lors des élections de 1946, les premières de l'après-guerre, c'est cette fois en Flandre et à Bruxelles que les glissements de voix sont les plus marqués. Ce sont les élections qui enregistrent le maximum historique des communistes : avec près de 13 % des voix, ils bénéficient des dividendes de l'aura de l'Armée rouge et de la participation communiste à la Résistance, de sorte qu'ils récupèrent des électeurs de classes moyennes, y compris un électorat fidèle traditionnellement aux libéraux, qui s'effondrent par rapport à l'avant-guerre. Quant aux sociaux-chrétiens, ils récupèrent l'électorat qu'ils avaient perdu avant la guerre au profit de l'extrême-droite, régionaliste flamande et rexiste.
- 40 Troisième date de rupture majeure, 1965 inaugure les déclin tendanciels des socialistes et des sociaux-chrétiens, pour ces derniers en liaison avec l'affaiblissement du clivage Eglise-Etat en tant qu'enjeu politique dans une société par ailleurs de plus en plus déchristianisée. C'est le moment choisi par le Parti Libéral pour moderniser son image en répudiant ses positions sur l'axe de clivage clérical-anticlérical. Elle sera suivie par une quatrième rupture majeure en 1981. Dans les deux cas, les glissements électoraux sont plus forts à Bruxelles, et secondairement en Wallonie, qu'en Flandre. Le modèle consensuel fordiste a buté dès 1961 sur son incapacité à résoudre la crise économique structurelle de la Wallonie, avant d'échouer à la fin des années 70 à sortir de la crise par la poursuite de recettes keynésiennes. Dès lors, la recomposition politique de 1965 inaugure à la fois la crise de l'Etat unitaire – avec une poussée des partis régionalistes qui se poursuivra jusque 1971, date à partir de laquelle elle sera brisée par la pleine incorporation des positions régionalistes par les familles politiques traditionnelles, désormais scindées linguistiquement. La forte croissance structurelle des libéraux en 1965 avait traduit leur repositionnement ; une nouvelle croissance en 1981 ne les ramène en fait qu'à leur niveau de 1965, un temps affaibli par la concurrence régionaliste, en particulier celle du FDF à Bruxelles et dans une moindre mesure du RW en Wallonie. Les élections de 1981 voient l'apparition significative des écologistes, dont la croissance régulière ne sera momentanément interrompue qu'en 1995.
- 41 Au-delà des fluctuations des résultats des partis, voire de baisses tendanciels comme celles des sociaux-chrétiens et des socialistes à partir de 1965, les résultats des élections rendent compte d'une grande stabilité géographique, avec des coefficients de corrélation spatiale entre les élections tenues à une quinzaine d'années d'intervalle très souvent supérieurs à 0,8, voire à 0,9. Cette stabilité est la plus forte en Wallonie, où l'opposition entre les comportements du sillon Haine-Sambre-Meuse, malgré sa dramatique désindustrialisation, tranchent toujours fortement sur ceux du reste de la Région. Elle est particulièrement le fait des deux plus grandes familles politiques, les catholiques et les socialistes. Le seul véritable séisme géographique est celui subi par les socialistes flamands en 1981 ($r = 0,28$ entre 1981 et 1965), malgré un recul en pourcentage somme toute limité à 4,3 %. Certes, la géographie libérale est moins stable que celle des catholiques et des socialistes ; c'est plus vrai encore pour les petites familles politiques.

Tableau 5. Coefficient de modification des choix partisans.

	Royaume	Wallonie	Flandre	Bruxelles
1921 vs. 1919	13	21	7	33
1925 vs. 1921	41	39	52	215
1929 vs. 1925	25	26	33	59
1932 vs. 1929	8	12	14	14
1936 vs. 1932	276	430	161	529
1939 vs. 1936	97	167	42	195
1946 vs. 1939	351	290	546	587
1949 vs. 1946	72	111	60	214
1950 vs. 1949	75	104	63	187
1954 vs. 1950	50	24	94	48
1958 vs. 1954	27	41	30	23
1961 vs. 1958	36	33	47	63
1965 vs. 1961	239	388	126	601
1968 vs. 1965	57	94	53	176
1971 vs. 1968	64	191	7	313
1974 vs. 1971	10	20	14	101
1977 vs. 1974	31	126	26	48
1978 vs. 1977	16	15	38	19
1981 vs. 1978	145	110	190	288
1985 vs. 1981	54	78	48	170
1987 vs. 1985	12	28	14	49
1991 vs. 1987	90	91	140	148
1995 vs. 1991	30	75	20	160
1999 vs. 1995	86	123	83	110
1936 vs. 1921	389	565	369	601
1950 vs. 1936	557	447	757	770
1965 vs. 1950	390	375	450	714
1981 vs. 1965	150	155	222	445
1999 vs. 1981	372	298	428	871

Le coefficient est la somme des carrés des écarts de pourcentage obtenus par les différentes familles politiques lors de deux scrutins. Les ruptures les plus marquées sont indiquées en caractères gras.

Tableau 6. Coefficient de corrélation géographique et évolution en pourcentage entre élections significatives.

	1936 vs. 1921 r Evolution	1950 vs. 1936 r Evolution	1965 vs. 1950 r Evolution	1981 vs. 1965 r Evolution	1999 vs. 1981 r Evolution
<i>Catholiques</i>					
Royaume	0,88 -12,5	0,92 -18,9	0,96 -12,9	0,92 -8,3	0,85 -6,5
Wallonie	0,85 -10,9	0,92 +13,5	0,98 -9,2	0,93 -5,0	0,94 -2,7
Flandre	0,75 -15,6	0,78 +22,9	0,90 -16,1	0,77 -12,1	0,78 -9,6
<i>Socialistes</i>					
Royaume	0,93 -3,1	0,91 +3,4	0,91 -6,7	0,76 -3,7	0,88 -5,3
Wallonie	0,89 -7,6	0,91 +5,0	0,89 -10,3	0,90 +0,5	0,86 -7,0
Flandre	0,92 +1,9	0,92 0,0	0,92 -7,8	0,88 +4,3	0,74 -5,3
<i>Libéraux</i>					
Royaume	0,75 -5,7	0,75 -0,4	0,76 +9,6	0,50 -0,2	0,75 +3,0
Wallonie	0,59 -7,1	0,57 +0,3	0,78 -12,9	0,63 -3,6	0,83 +3,0
Flandre	0,80 -3,4	0,75 -1,3	0,77 +6,5	0,57 +4,6	0,76 +1,5
<i>Régionalistes</i>					
Wallonie				0,41 +4,9	0,67 -6,6
Flandre	0,49 +7,5			0,34 +4,1	0,40 -7,3
<i>Extr.-droite</i>					
Royaume					0,86 +10,8
Wallonie					0,41 +5,4
Flandre					0,76 +13,9
	1936 vs. 1921 r Evolution	1950 vs. 1921 r Evolution	1965 vs. 1921 r Evolution	1981 vs. 1921 r Evolution	1999 vs. 1921 r Evolution
<i>Catholiques</i>					
Royaume	0,88 -12,5	0,95 -6,4	0,92 -6,5	0,84 -14,8	0,74 -21,3
Wallonie	0,85 -10,9	0,95 -2,6	0,92 -6,6	0,83 -11,6	0,84 -14,3
Flandre	0,75 -15,6	0,88 -7,3	0,81 -8,7	0,63 -20,8	0,53 -30,4
<i>Socialistes</i>					
Royaume	0,93 -3,1	0,92 -0,3	0,89 -6,5	0,89 -10,2	0,98 -15,6
Wallonie	0,89 -7,6	0,89 2,7	0,83 -12,9	0,77 12,4	0,66 19,4
Flandre	0,92 +1,9	0,91 -7,9	0,85 +0,1	0,63 -4,2	-0,25 -9,5
<i>Libéraux</i>					
Royaume	0,75 -5,7	0,75 -6,1	0,64 +3,5	0,33 +3,4	0,35 +6,3
Wallonie	0,59 -7,1	0,73 -6,8	0,65 +6,1	0,37 +2,5	0,27 +5,4
Flandre	0,80 -3,4	0,69 -4,8	0,44 +1,7	0,35 +6,3	0,18 +7,8

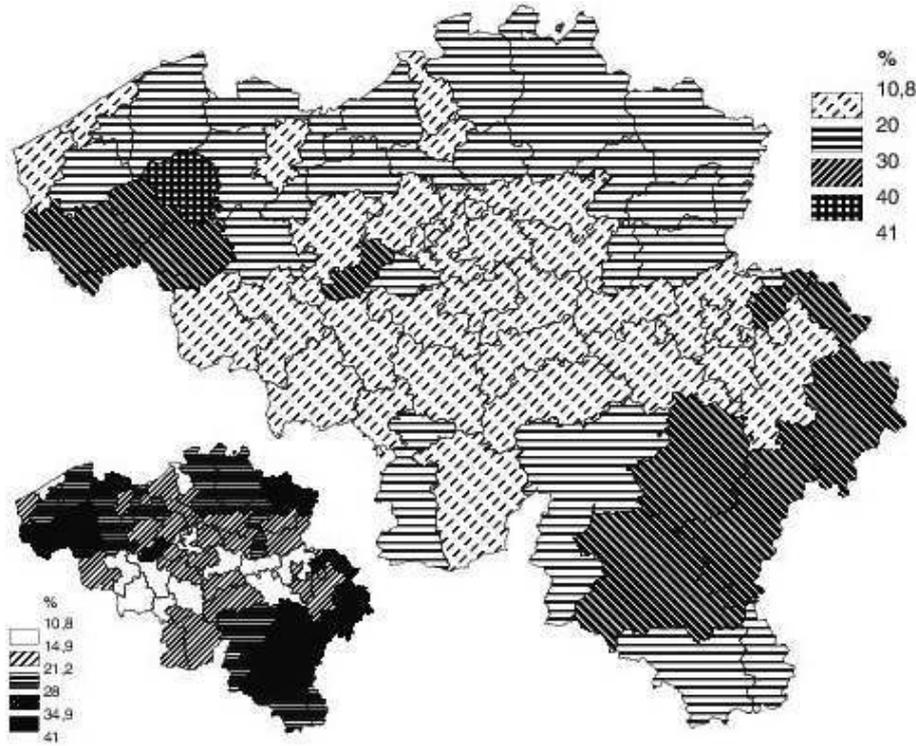
La famille sociale-chrétienne

- 42 La géographie électorale catholique de 1921 rendait bien compte, on l'a vu, de celle de la fréquentation dominicale de la messe, telle qu'elle apparaît encore au début des années 50 (fig. 2 & 3). L'épisode VNV et rexiste de 1936 a entraîné sur le moment une certaine instabilité de la géographie catholique, surtout en Flandre, où les pertes en pourcentage furent les plus fortes, mais cet électorat fut plus que récupéré en 1946 (à nouveau surtout en Flandre) et il est significatif que la géographie catholique de 1946 est mieux corrélée spatialement avec celle de 1921 ($r = 0,95$ pour l'ensemble du Royaume et $0,88$ pour la Flandre) qu'elle ne l'est avec celle de 1936 (respectivement $0,88$ et $0,75$). Tant en Flandre qu'en Wallonie, les succès du VNV et de Rex ont atteint les catholiques avant tout dans leurs bastions traditionalistes et les plus forts.
- 43 Après la guerre, les sociaux-chrétiens sont le plus souvent associés au pouvoir avec les socialistes, dans le cadre de la mise en œuvre du compromis social-démocrate keynésien. Jusqu'à leur défaite récente et malgré leur affaiblissement tendanciel à partir de 1965, ils ont presque toujours participé et joué un rôle de pivot dans les formations gouvernementales, s'appuyant en particulier sur le poids de leur implantation interclassiste en Flandre. Toutefois, le déclin progressif des sociaux-chrétiens ne modifie pas fondamentalement la géographie de leurs points faibles, avant tout la région bruxelloise et l'axe wallon, et forts. Cependant, les zones à majorité relative sociale-chrétienne en Flandre se contractent au fur et à mesure que les résultats du parti baissent, pour se limiter aux noyaux historiquement les plus hégémoniques de la géographie du parti, Flandre occidentale intérieure et Campine anversoise. Le maintien

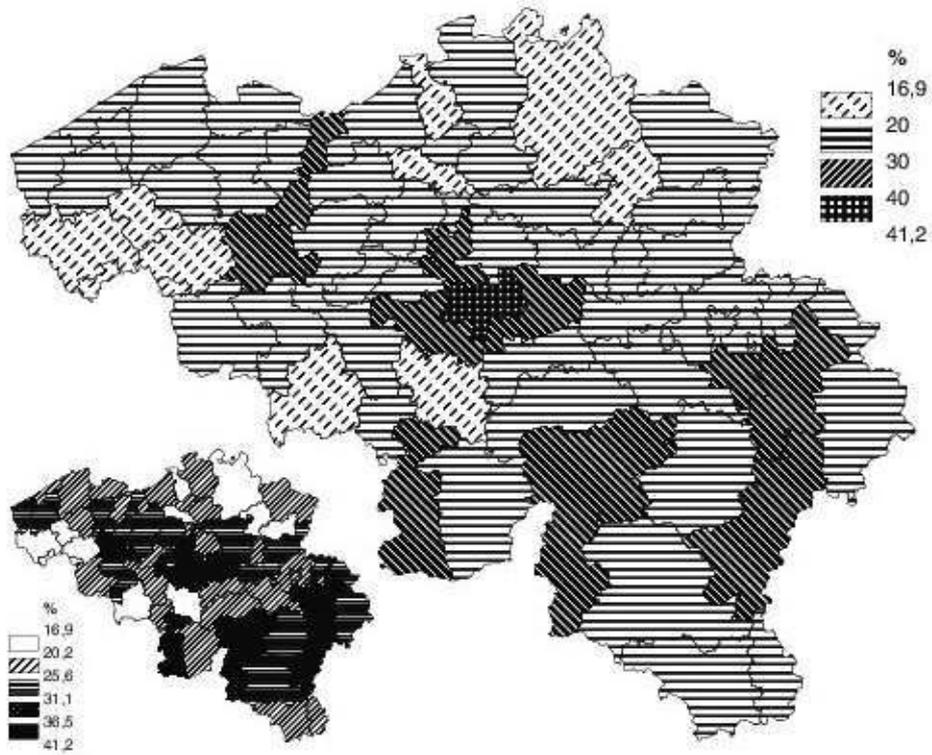
de faibles scores libéraux dans ces zones traduit une persistance du clivage clérical - anti-clérical dans les comportements d'une partie de l'électorat des régions flamandes traditionnelles les plus rurales. En Haute-Belgique, au contraire, la concurrence libérale, déjà historiquement plus forte au XIX^e siècle, détermine de plus en plus un patchwork de suprématies libérales et sociales-chrétiennes, le même électorat sociologique se prononçant plus pour l'un ou l'autre de ces partis en fonction de la personnalité des principaux candidats.

Figure 5. Résultats des quatre principales familles politiques en 1999.

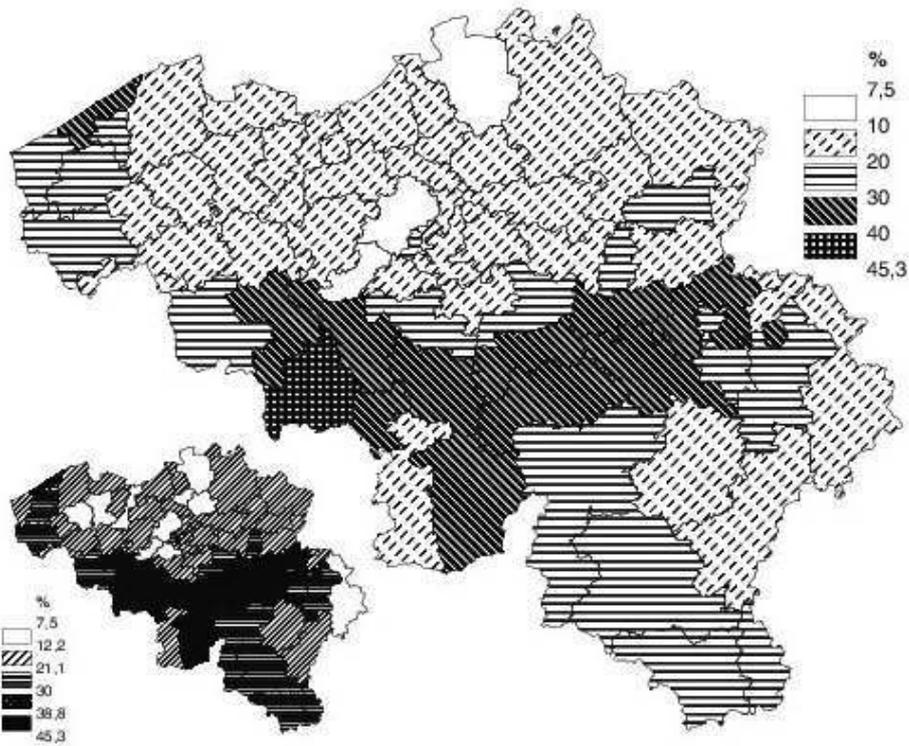
44 a. Famille social-chrétienne



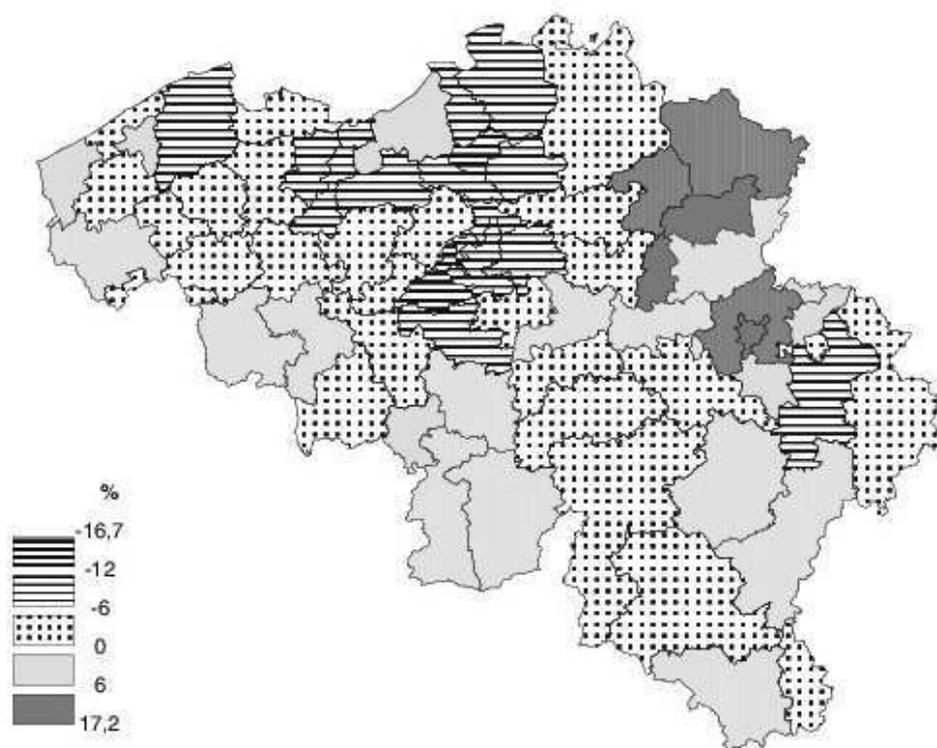
45 b. Famille libérale



46 c. Famille socialiste



47 d. Evolution des résultats de la famille socialiste entre 1965 et 1981



La famille libérale

- 48 Sa rupture programmatique a fait passer la famille libérale d'un niveau somme toute assez stable, tournant autour des 15 % des voix à l'échelle nationale avant 1965, à un niveau, relativement stable également, un peu supérieur à 20 % ensuite, si l'on exclut l'affaiblissement durant les années 70, largement lié à des transferts de voix avec les partis régionalistes à Bruxelles et en Wallonie. Rappelons que les résultats de la famille libérale pour 1999 incluent les voix du FDF à Bruxelles.
- 49 Si les performances électorales libérales sont relativement constantes, de part et d'autre de la rupture du milieu des années 60, la géographie de cette famille est plus erratique, on l'a dit, que celle des deux principales familles politiques. Néanmoins, certaines constantes peuvent être relevées, qui traduisent la superposition de plusieurs strates dans la production de la carte du libéralisme belge :
- un libéralisme urbain anticlérical historique, particulièrement fort à Bruxelles, en particulier dans la portion orientale, la plus aisée, de la Région. Ce libéralisme urbain est également bien présent à Liège. C'était déjà les deux positions les plus fortes des libéraux en 1921. Il s'est moins bien maintenu à Anvers et à Gand et est mal représenté à Charleroi, cette dernière ville, dont l'histoire est plus exclusivement industrielle, n'ayant pas eu de forte base bourgeoise autochtone ;
 - une extension périurbaine de ce libéralisme urbain, en particulier dans le Brabant wallon proche de Bruxelles, où les libéraux ont supplanté un poids socialiste qui fut important dans des petites villes jadis industrielles, comme Braine-l'Alleud, Nivelles et, de manière générale, dans les espaces interstitiels de petits pôles industriels et carriers entre Bruxelles et le bassin industriel hennuyer ;

- plus récemment encore, en particulier aux dernières élections, une extension de la position des libéraux en tant que premier parti sur un territoire qui couvre maintenant l'entièreté du bassin d'emploi de Bruxelles, y compris dans son extension en Région flamande, et une large part de celui de Gand. Il s'agit là d'une géographie de classes moyennes ou d'employés, dans les régions centrales, tertiariées et prospères ;
- les vestiges d'un libéralisme rural ancien en région de grande campagne (zone poldérienne, plateaux de Moyenne-Belgique, Thudinie) ;
- un libéralisme en concurrence par rapport aux sociaux-chrétiens pour capter un électorat rural en région politiquement traditionaliste, mais qui s'est mieux affirmé en Wallonie (Haute-Belgique) qu'en Région flamande.

La famille socialiste et l'extrême-gauche

- 50 Géographie et niveaux électoraux des socialistes restent assez stables de 1919 à 1965. Les socialistes ne sont pas entamés par les succès de l'extrême-droite avant la guerre. Certes, ils sont concurrencés quelque peu par la poussée communiste en 1936 et surtout après la Libération, mais cela ne modifie pas fondamentalement leur implantation spatiale, dans la mesure où celle du parti communiste fut en Belgique corrélée aux points les plus forts des socialistes, à la différence de plusieurs pays européens où les géographies socialistes et communistes sont exclusives ou non corrélées (C. Vandermotten, 1980 ; C. Vandermotten, A. Colard, P. Delwit, 1996). C'est que le PCB n'a jamais eu de relais syndicaux autonomes et qu'il a surtout touché les segments les plus politisés de la classe ouvrière, dans les foyers industriels les plus lourds, c'est-à-dire dans les bassins wallons, ou des relais organiques parmi les intellectuels, entre autres à Bruxelles. A la différence du vote communiste, le vote maoïste PTB-PvdA, qui est apparu dans le courant des années 60, s'est développé en dehors des structures traditionnelles d'encadrement du mouvement ouvrier : cela explique que ce parti ait quelques points d'implantation en Flandre, comme à Hoboken et dans des zones d'industrialisation fordiste nouvelle où la tradition socialiste était jadis très faible, Moyen-Limbourg, Zelzate.
- 51 Les pertes socialistes de 1965 ont été de loin les plus fortes en Belgique francophone. En Wallonie, le parti est concurrencé à la fois sur sa gauche par une remontée communiste, mais aussi, sur sa droite, par la poussée libérale. Sa géographie n'est toutefois pas fondamentalement affectée, tant est grande l'hégémonie socialiste dans le sillon et sur ses marges. Néanmoins, les mutations de l'espace wallon, avec l'affaiblissement marqué du caractère industriel lourd du sillon et le renforcement économique et démographique d'un axe transversal Brabant wallon – Namur – Luxembourg, entament progressivement la base sociologique traditionnelle du Parti socialiste, en même temps que celui-ci subit aussi la concurrence écologiste parmi l'électorat de gauche, surtout parmi les groupes les mieux éduqués mais y compris aujourd'hui dans ses bastions ouvriers traditionnels (tableau 7).

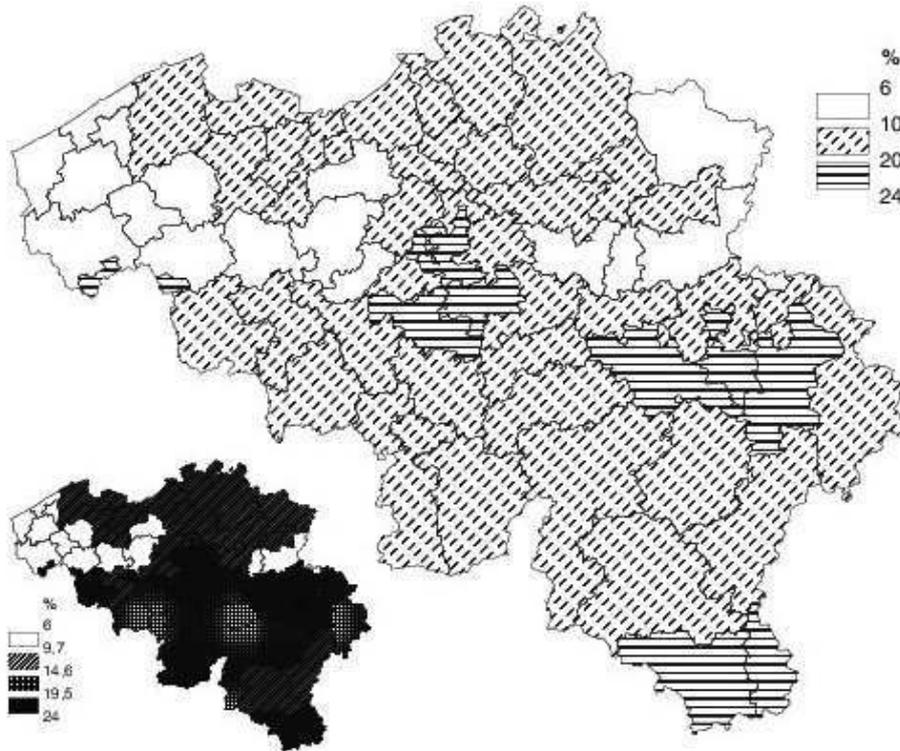
Tableau 7. Niveau de la gauche socialiste et de l'extrême-gauche en Wallonie (moyenne wallonne = 100). Entre parenthèses, le poids de chaque zone dans la population wallonne. Par comparaison, écologistes en 1999

	1919	1950	1985	1999	Ecolo, 1999
Liège - Huy - Waremme	111 (23%)	111 (24%)	123 (23%)	110 (24%)	109
Arr. industriels du Hainaut	123 (34%)	120 (33%)	120 (29%)	125 (26%)	87
Vieux bassins industriels	118 (57%)	116 (58%)	122 (52%)	118 (50%)	97
Brabant wallon - Arr. de Namur	96 (13%)	96 (14%)	71 (18%)	80 (20%)	114
Tournai - Ath - Mouscron	83 (10%)	87 (10%)	104 (9%)	98 (9%)	97
Haute Belgique	59 (20%)	60 (19%)	69 (20%)	75 (21%)	94
Score de la gauche traditionnelle en Wallonie	50,9%	53,8%	41,4%	30,8%	18,3%

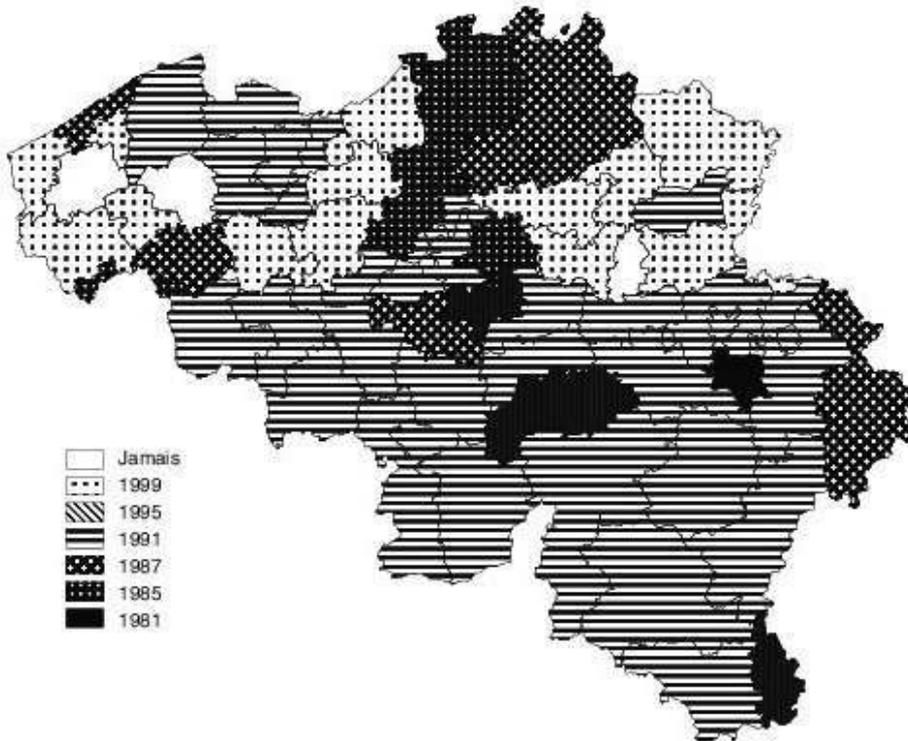
- 52 A Bruxelles, le renforcement communiste pèse peu, mais les effets de la poussée libérale sont renforcés par ceux des régionalistes du FDF. L'affaiblissement socialiste s'y inscrit dans le contexte du processus de désindustrialisation de la capitale, amorcé durant les années 60, dont les effets politiques seront mieux contenus dans certaines communes populaires (St. Josse, St. Gilles) que dans d'autres (Anderlecht, Molenbeek), en fonction du charisme et de la présence sur le terrain des municipalistes (C. Vandermotten et J. Vanlaer, 1993).
- 53 Mais le fait majeur est le séisme géographique qui affecte les socialistes flamands en 1981. Ceux-ci s'étaient pourtant mieux maintenus en 1965 en Flandre qu'en Wallonie et à Bruxelles et leur géographie était alors restée celle qu'ils avaient traditionnellement : points forts dans les vieux foyers industriels « centraux », où leur implantation avait débuté dès avant le développement du christianisme social, d'Anvers à Vilvorde, ainsi qu'à Gand. Après la Seconde Guerre mondiale, les socialistes flamands progressent fortement dans le Moyen-Limbourg, dans un contexte de développements industriels fordistes dominés par des grandes entreprises sous contrôle étranger. Le Courtrais, pays de tradition textile, de PME, de société civile plus structurée et plus encadrante, reste au contraire plus hégémoniquement aux mains du CVP. En 1981, tout bascule. Les socialistes perdent sur leur droite un électorat d'employés, de petites classes moyennes, et ne parviennent pas à fixer de nouveaux électeurs bien insérés dans les succès économiques de la Flandre. Dans le même temps, ils commencent à abandonner à l'extrême-droite une part de leur électorat ouvrier traditionnel, qui disparaît aussi par vieillissement, s'atomise, est victime d'exclusion sociale. Dès lors, ils perdent les parties « centrales » de la « Flandre qui gagne » et deviennent un parti à géographie « périphérique », avec ses meilleures positions relatives dans l'ouest de la Flandre occidentale et en Limbourg, au point que la corrélation entre la géographie socialiste flamande de 1999 est devenue, cas unique, négative par rapport à celle de 1921 ($r = 0,25$) ! C'est dans des villes, éventuellement relativement bourgeoises, de cette Flandre « périphérique » (Ostende, Hasselt ou, néanmoins plus « centrale », Louvain), que vont s'imposer de nouvelles personnalités, sans liens « héréditaires » avec le mouvement ouvrier, représentants d'un « nouveau » socialisme gestionnaire, ne dédaignant pas quelques relents sécuritaires.

Figure 6. Résultats et diffusion des votes écologistes et d'extrême-droite.

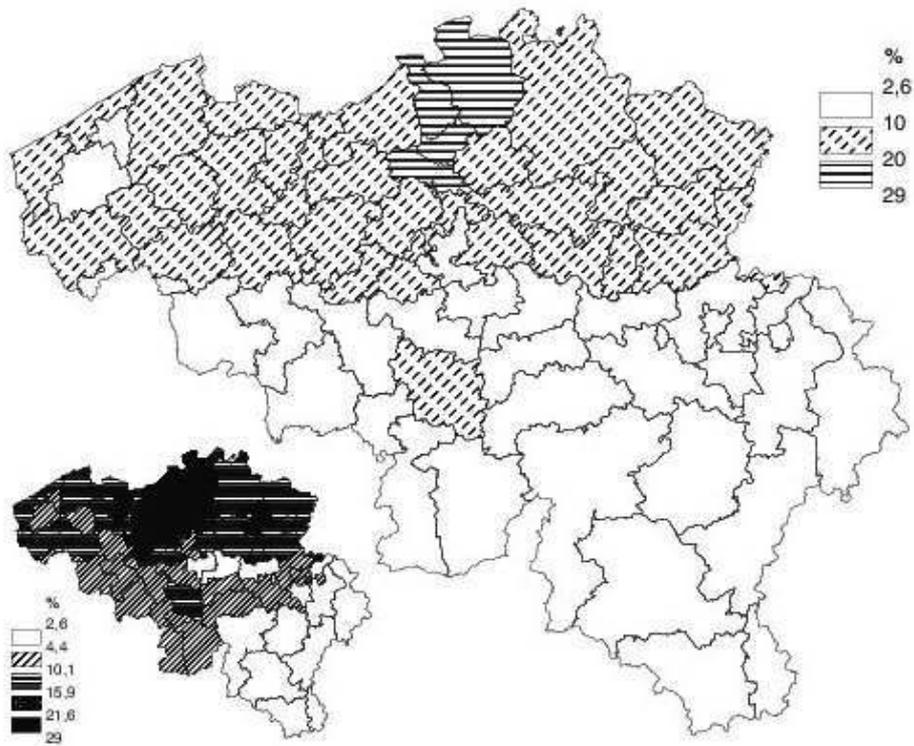
54 a. Résultats des écologistes en 1999



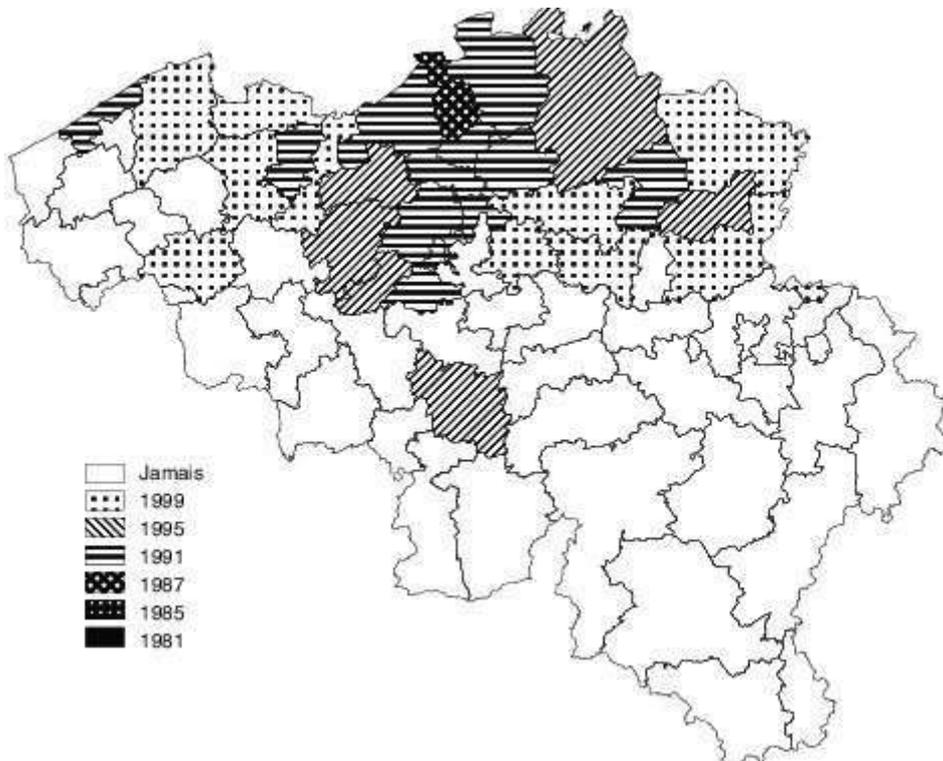
55 b. Première élection où la famille écologiste dépasse le seuil de 7,5 % des suffrages



56 c. Résultats de l'extrême-droite en 1999



57 d. Première élection où la famille d'extrême-droite dépasse le seuil de 10% des suffrages



Les écologistes

58 Les écologistes sont plus forts dans la partie francophone du pays (et dans la Communauté germanophone) qu'en Flandre. Il s'agit là d'une configuration étonnante,

par comparaison à la situation européenne, où l'on observe que l'électorat écologiste est en général un nouvel électorat, sociologiquement à gauche, mais qui s'affirme le mieux dans des régions centrales, fortes, tertiarisées, en croissance, sans grande tradition d'encadrement par le mouvement socialiste (C. Vandermotten & P. Medina Lockhart, 2000). Néanmoins, dans chacune des parties du pays, le développement et la diffusion du courant écologiste répondent bien au schéma général : premiers foyers dans des zones centrales, modernes, sans forte tradition ouvrière, que ce soit dans des foyers de gentrification ou dans les quartiers aisés, intellectuels et périurbains des grandes métropoles (le sud-est de Bruxelles, Anvers et sa banlieue), les villes tertiaires, avec un certain poids sociologique chrétien (Louvain-la-Neuve, Namur) ou à l'occasion d'alliances avec une extrême-gauche d'ouverture (Mons). Ensuite, la diffusion se poursuit en tache d'huile, profitant parfois d'un « événement environnemental », comme les discussions autour de l'extension du pôle aéroportuaire de Bierset, qui expliquent sans doute les scores élevés dans le canton de Grâce-Hollogne. Globalement, il n'y a pas cependant de lien entre vote écologiste et gravité des problèmes environnementaux, mais souvent volonté de défense, dans une perspective quelque peu NIMBY, d'un environnement de qualité. Cela se traduit, par exemple dans le Brabant wallon, par une force simultanée des libéraux (la défense du bien-être bleu-économique) et des écologistes (le bien-être vert-écologiste). Aujourd'hui, en Wallonie, la concurrence écologiste s'est néanmoins étendue à l'ensemble des bastions socialistes de l'ancien sillon industriel. Par ailleurs, les écologistes se sont bien implantés dans l'aire de recrutement de main-d'œuvre tertiaire, hautement rémunérée, du pôle luxembourgeois sur le sud-est belge ainsi que dans les Cantons de l'est.

L'extrême-droite et le régionalisme flamand

- 59 Tant en Flandre qu'en Wallonie, les points les plus forts de l'extrême-droite étaient avant-guerre des régions « périphériques », rurales, traditionalistes, fortement cléricales.
- 60 La « nouvelle » extrême-droite des années 90 a peu de succès en Wallonie, où elle se présente comme un mouvement éclaté en tendances antagonistes, peu structuré. Elle est la plus présente dans des régions sinistrées, autour de Charleroi ou de la Louvière. Mieux implantée à Bruxelles, en particulier à travers son aile flamande, elle est néanmoins surtout forte en Flandre, ce qui exclut a priori, du moins à petite échelle, c'est-à-dire à un niveau spatial où d'autres facteurs sont surdéterminants, une corrélation avec l'importance de l'immigration (C. Vandermotten & J. Vanlaer, 1993). Il est certes vrai que l'immigration en Flandre est plus récente qu'en Wallonie, où elle fut rapidement intégrée à travers les structures économiques et sociales du milieu de la grande industrie, et plutôt d'origine méditerranéenne extra-européenne. Mais la réussite de l'extrême-droite en Flandre s'inscrit avant tout dans le cadre idéologique communautaire, identitaire et de droite de l'extrémisme flamingant, qui prépare à l'acceptation d'un discours du rejet des autres, qui s'imposera tout d'abord à Anvers, même si les immigrés y sont bien moins nombreux qu'à Bruxelles. Au-delà des différences qui apparaissent dans le niveau des scores régionaux de l'extrême-droite, la géographie contemporaine de celle-ci est très caractéristique, en particulier sa forte présence dans des quartiers urbains dégradés, vieillissants, d'ancienne tradition ouvrière, ou sur leurs marges immédiates. Aujourd'hui, mais seulement en Flandre, l'extrême-droite diffuse, à partir de ces foyers initiaux, vers des zones périurbaines, mais avec un gradient de résultats décroissant depuis le centre. De la

sorte, en Flandre, la géographie de l'extrême-droite est une géographie du « centre », qui s'oppose à celle du mouvement flamand démocratique : le vote pour la Volksunie est devenu résiduel et « périphérique » (le Limbourg), ou se maintient encore dans certains « beaux quartiers » périurbains flamands au nord-ouest de Bruxelles. Avec l'affirmation du fédéralisme, l'électorat régionaliste flamand a fondu de moitié entre 1981 et 1999, attiré par l'extrême-droite nationaliste d'une part, par un radicalisme de centre-gauche ou des positions néo-libérales, qui sont celles des socialistes et des libéraux, de l'autre.

Conclusions

- 61 La géographie électorale de la Belgique est marquée par des permanences fortes. Bien des aspects des cartes contemporaines ne peuvent se comprendre qu'à la lumière de l'histoire politique du XIX^e siècle, du contexte du clivage laïc-religieux lors des développements initiaux du mouvement ouvrier, d'héritages des structures agraires, de la nature de la division du travail et des structures du capital, elles-mêmes liées aux cycles de Kondratieff au cours desquels l'industrie se développa (C. Vandermotten, 1985 ; C. Kesteloot & F. De Maesschalck, 2001). Le poids des inerties, des encadrements est considérable. Malgré une laïcisation généralisée de la vie politico-sociale, une baisse radicale de la fréquentation religieuse, certes plus précoces, plus ancrées et plus fortes à Bruxelles et en Wallonie qu'en Flandre, le contraste entre le nord et le sud du pays subsiste cependant. La gauche traditionnelle n'a pas été capable de tirer profit de la salarisation et de la déchristianisation croissantes, facteurs explicatifs traditionnels majeurs de ses points forts.
- 62 A l'intérieur de la Wallonie, les grandes oppositions spatiales déjà présentes en 1921 restent prégnantes : force socialiste dans un « centre » wallon qui est plutôt une « semi-périphérie dominée » à l'échelle nationale ; force de la droite en « périphérie » et aujourd'hui aussi dans les zones périurbaines. Les libéraux dominent dans ces dernières, mais se sont aussi affirmés dans les zones les plus rurales, à la faveur d'une décléricalisation de leur discours, que l'électorat wallon, même catholique, était plus prêt à accepter qu'en Flandre.
- 63 Bruxelles reste un pôle laïc et libéral et les socialistes y sont maintenant dépassés, à l'intérieur de la gauche, par les écologistes. Une opposition subsiste entre les comportements politiques des communes de l'axe de la vallée de la Senne et les communes résidentielles de l'est et du sud-est.
- 64 En Flandre, les sociaux-chrétiens, jadis hégémoniques, ne restent le premier parti que dans leurs noyaux historiquement les plus exclusifs. Les bastions où ils restent le parti majoritaire (en majorité relative s'entend) sont les mêmes qu'au lendemain de la Première Guerre mondiale : sud de la Flandre occidentale, Meetjesland, Pays de Waes, Campine. Ailleurs, se dessine une géographie « centre-périphérie », avec les meilleurs résultats libéraux, mais aussi Vlaams Blok et écologistes, au « centre », les socialistes et la Volksunie ayant maintenant une géographie plus « périphérique ».
- 65 Des géographies électorales très contrastées entre les Régions du pays s'ajoutent à des conditions peu favorables selon les théoriciens du fédéralisme (R.D. Dikhshitt, 1976) pour faire du fédéralisme belge asymétrique un système potentiellement instable. La plupart des clivages politiques débouchent rapidement sur une même ligne de fracture, qui est celle qui sépare les deux principales communautés linguistiques du pays. De fait, le

maintien d'un système majoritaire au moment de l'instauration du suffrage universel aurait sans doute entraîné depuis longtemps l'éclatement du pays (figure 2a).

BIBLIOGRAPHIE

- ANNAERT J. (1956), « Etude géographique des modes de faire-valoir en Belgique », *Bull. Soc. Royale Belge de Géographie*, 80, 3-4, pp. 15-80.
- BARTIER J. (1968), « Partis politiques et classes sociales en Belgique », *Res Publica*, X, pp. 33-106.
- COLLARD E. (1952), « Commentaire de la carte de la pratique dominicale en Belgique », *Lumen Vitae*, VII, 4, pp. 644-652.
- DELWIT P. & DE WAELE J.M. (éd.) (2e éd., 1997), *Les partis politiques en Belgique*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles.
- DELRUELLE-VOSSWINKEL N., NOËL F., VANDERMOTTEN C. & VANLAER J. (1989), « Les élections communales du 9 octobre 1988 : évolution des familles politiques et géographie électorale », *Bulletin du Crédit Communal de Belgique*, 43, 169, pp. 31-49 + annexes statistique et cartographique.
- DE SMET R.E. & EVALENKO R. (1956), *Les élections belges. Explication de la répartition géographique des suffrages*, Bruxelles, Université Libre de Bruxelles, Institut de Sociologie Solvay, Collection de Science politique.
- DE SMET R.E., EVALENKO R. & FRAEYS W. (1958), *Atlas des élections belges. 1919-1954*, Bruxelles, Université Libre de Bruxelles, Institut de Sociologie Solvay, Collection de Science politique.
- DIKSHIT R.D. (1976), *The political geography of federalism. An inquiry into origins and stability*, London, Macmillan.
- GRUPE MORT-SUBITE (KESTELOOT C., DE LANNOY W., SAEY P., SWYNGEDOUW E. & VANDERMOTTEN C.) (1990), « Les fractionnements sociaux de l'espace belge. Une géographie de la société belge », *Contradictions*, 58-59.
- KESTELOOT C. & DE MAESSCHALCK (2001), « Anti-urbanism in Flanders: the political and social consequences of a spatial class struggle strategy », *Belgeo*, 1-2, pp. 41-62.
- LETON A. & MIROIR A. (1999), *Les conflits communautaires en Belgique*, Paris, PUF.
- MABILLE X. (4e éd., 2000), *Histoire politique de la Belgique. Facteurs et acteurs de changement*, Bruxelles, CRISP.
- MOYNE M. (1970), *Résultats des élections belges entre 1847 et 1914*, Bruxelles, Institut belge de science politique.
- PIRENNE H. (1931, éd. 1952), *Histoire de Belgique*, Bruxelles, La Renaissance du Livre.
- STENGERS J. (2000), *Les racines de la Belgique. Histoire du sentiment national en Belgique des origines à 1918*, tome 1, Bruxelles, Ed. Racine.
- VANDERMOTTEN C. (1980), « Le poids électoral du PCB et de la gauche en Wallonie et à Bruxelles. Socio-géographie électorale (1946-1979) », Bruxelles, *Cahiers marxistes*, 86, pp. 26-40.

VANDERMOTTEN C. (1985), « La production de l'espace industriel belge : 1846-1984 », *Hommes et Terres du Nord*, 2, pp. 100-109.

VANDERMOTTEN C. (1988), « L'option fédéraliste, aboutissement d'une production sociale de l'espace. Pistes pour une géographie politique de la Wallonie », *Cahiers marxistes*, 157-158, pp. 26-48.

VANDERMOTTEN C. & VANLAER J. (1990), « Partis et élections depuis 1946 », *Pouvoirs. Revue française d'études constitutionnelles et politiques*, 54, Paris, PUF, pp. 63-71.

VANDERMOTTEN C. & VANLAER J. (1993), « Immigrants and the extreme-right vote in Europe and Belgium », in KING R. (ed.), *Mass migration in Europe. The legacy and the future*, London, Belhaven Press.

VANDERMOTTEN C., COLARD A. & DELWIT P. (1996), « Géographie électorale de la gauche en Europe des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix », in LAZAR M. (dir.), *La gauche en Europe depuis 1945. Invariants et mutations du socialisme européen*, Paris, PUF, Politique d'aujourd'hui, pp. 535-560.

VANDERMOTTEN C. & MEDINA LOCKHART P. (2000), « Géographie électorale de l'Europe », in GRUNBERG G., PERRINEAU P. & YSMAL C. (éds.), *Le vote des Quinze. Les élections européennes du 13 juin 1999*, Paris, Presses de Science Po, pp. 245-293.

ANNEXES

ANNEXE: LES SCORES DES FAMILLES POLITIQUES DE 1919 À 1999

	Royaume				Cantons wallons					Cantons flamands					Cantons bruxellois																	
	Électorale gauche	Socialistes	Écologistes	Libéraux	Électorale gauche	Socialistes	Écologistes	Libéraux	Populaires-Droite	Électorale droite	Écologistes	Libéraux	Populaires-Droite	Électorale gauche	Socialistes	Écologistes	Libéraux	Populaires-Droite	Électorale droite													
1959	0,9	19,7	14,4	20,0	24,5	2,6	12,1	5,9	1,5	29,2	18,3	16,8	24,7	2,9	5,5	1,0	0,6	15,7	11,3	22,6	22,7	2,5	15,8	8,8	0,7	14,8	18,7	15,8	31,8	2,5	11,6	4,3
1965	0,7	24,4	8,4	24,9	23,4	2,6	10,6	4,9	1,0	33,7	10,3	22,5	33,9	1,0	6,7	0,7	0,6	20,7	17,2	27,6	20,9	3,0	12,4	7,5	0,4	18,2	9,4	18,3	33,5	3,4	12,4	4,3
1971	0,6	25,3	9,9	24,5	20,1	4,0	7,9	7,4	0,8	39,2	13,5	22,5	19,8	0,2	7,6	1,3	0,6	19,9	8,0	27,0	19,0	5,8	10,5	9,3	0,2	17,4	10,0	18,7	25,5	2,8	11,0	14,0
1987	1,6	30,5	7,1	27,5	20,9	1,2	2,0	9,2	2,0	43,9	6,5	23,2	22,2	1,9	0,2	1,4	24,6	7,5	31,6	18,4	0,6	3,0	12,9	1,1	24,5	6,7	20,2	28,5	1,6	2,4	14,8	
1985	1,9	28,3	6,3	29,2	21,0	2,7	1,5	9,1	2,9	39,5	6,2	22,6	21,2	4,4	0,0	0,2	1,6	24,1	6,3	34,8	17,5	0,9	2,2	12,6	1,2	20,0	6,3	21,6	27,7	6,6	1,9	14,7
1981	3,2	25,1	4,8	26,5	21,5	3,0	1,3	14,8	4,6	35,2	6,1	19,6	21,8	4,0	0,1	7,6	2,5	21,0	4,0	32,2	21,2	1,0	1,9	16,2	2,4	15,9	5,1	19,7	21,9	8,2	1,6	25,2
1978	4,0	25,4	0,4	36,3	16,3	2,0	1,4	14,1	6,1	35,7	1,3	26,9	16,7	3,0	0,0	9,2	3,1	21,4	49,9	17,3	0,7	2,0	11,5	3,4	16,1	28,3	12,0	4,4	1,9	33,9	37,1	
1977	3,2	37,0	0,1	35,0	15,5	0,9	17,1	5,5	39,0	0,5	25,8	18,8	1,2	9,1	1,9	23,0	0,1	44,0	14,5	0,4	10,2	2,8	16,4	28,9	12,5	2,2	28,9	12,5	2,2	37,1	40,9	
1974	3,5	26,6	0,1	37,3	15,2	0,9	21,3	5,5	35,8	0,5	22,6	15,1	1,0	19,6	3,3	22,7	39,8	17,4	0,9	10,9	3,6	19,4	26,9	8,3	1,0	26,9	8,3	1,0	40,9	40,9		
1971	3,1	27,2	0,1	39,1	16,8	0,4	22,3	5,8	34,4	0,5	20,5	17,6	0,7	20,9	1,6	24,9	37,8	16,4	0,3	18,8	2,6	20,5	23,8	16,4	0,2	23,8	16,4	0,2	35,4	35,4		
1968	3,3	27,9	0,1	31,7	20,9	0,4	15,7	6,9	34,5	0,5	21,0	26,7	0,4	10,5	1,4	26,3	39,0	16,1	0,2	17,0	2,2	20,5	30,2	24,4	0,8	30,2	24,4	0,8	21,9	21,9		
1965	5,3	28,8	0,1	34,8	21,6	0,3	3,0	9,2	11,1	35,7	24,6	25,4	0,5	0,0	2,7	1,7	25,3	44,3	16,5	0,1	12,1	5,2	25,9	25,2	30,2	0,1	0,2	13,1	13,1	2,5	2,5	
1961	3,1	36,7	0,1	41,5	12,3	2,9	3,5	6,4	45,4	0,5	30,9	11,8	4,5	1,0	0,0	29,7	51,0	11,6	0,7	6,0	3,1	39,2	32,6	15,8	6,7	32,6	15,8	6,7	7,1	7,1		
1958	1,9	37,2	0,1	46,5	11,7	0,5	2,0	4,5	45,2	0,5	35,1	10,4	1,3	0,0	0,0	27,7	56,6	9,7	0,1	3,4	2,4	40,0	38,2	16,6	1,3	38,2	16,6	1,3	1,4	1,4		
1954	3,6	38,7	0,1	42,0	12,9	0,6	2,2	6,7	49,5	0,5	30,7	12,6	0,5	0,0	1,5	30,1	52,3	11,5	0,6	4,0	3,7	42,4	34,6	18,0	0,4	34,6	18,0	0,4	1,3	1,3		
1950	4,8	35,5	0,1	37,7	12,0	0,0	0,0	7,8	45,9	0,5	33,8	12,5	0,0	0,0	2,4	27,0	60,4	10,1	0,1	0,0	0,0	38,4	39,7	16,9	0,0	39,7	16,9	0,0	0,0	0,0		
1949	7,5	29,8	0,1	43,6	15,3	1,7	2,2	12,6	37,8	0,2	32,0	14,7	2,7	0,2	3,5	24,5	54,6	13,2	0,6	3,7	8,5	28,0	35,8	23,0	2,8	35,8	23,0	2,8	2,1	2,1		
1946	12,7	32,4	0,1	44,7	9,7	0,4	0,1	21,6	37,4	0,0	30,5	10,3	0,0	0,2	5,2	28,4	57,3	8,6	0,5	0,0	0,0	33,3	38,0	12,1	0,8	38,0	12,1	0,8	0,0	0,0		
1939	5,7	30,2	0,1	32,7	17,4	1,0	4,4	8,7	39,9	38,0	24,9	19,3	0,0	6,2	1,7	1,7	26,2	40,7	13,1	1,0	2,2	15,1	7,8	22,9	26,8	26,1	3,2	7,3	5,9	5,9		
1936	6,5	32,1	0,1	28,8	12,4	1,6	11,5	7,1	10,3	41,0	20,3	12,2	0,9	15,3	2,1	27,0	37,4	11,4	1,6	7,1	13,3	10,2	25,2	23,2	16,2	3,5	15,8	5,9	5,9	5,9		
1932	2,8	37,3	0,1	38,7	14,2	1,0	5,9	4,5	48,7	0,5	30,2	14,4	1,4	0,9	1,1	29,3	47,2	11,3	0,4	10,7	3,8	32,4	34,3	23,7	1,7	34,3	23,7	1,7	4,1	4,1		
1929	2,3	36,0	0,1	38,5	16,6	0,2	6,4	3,1	48,1	0,5	30,8	12,1	0,0	1,0	1,2	27,2	45,8	14,0	0,3	11,5	3,4	30,4	36,8	23,5	0,4	36,8	23,5	0,4	5,4	5,4		
1925	1,6	39,5	0,1	38,6	14,7	1,7	3,9	2,5	51,0	0,5	28,6	15,1	2,8	0,0	0,3	30,1	48,5	12,8	0,8	7,5	3,6	36,5	36,2	19,4	0,8	36,2	19,4	0,8	3,6	3,6		
1921	0,1	35,3	0,1	41,3	18,1	2,2	3,0	0,1	48,5	0,5	31,2	19,3	0,8	0,0	0,0	25,2	58,0	14,8	1,2	5,8	2,7	27,8	33,6	25,2	10,1	33,6	25,2	10,1	3,3	3,3		
1919	0,1	37,0	0,1	38,7	17,6	4,1	2,8	0,0	51,7	0,5	27,9	18,9	1,5	0,0	0,0	25,6	51,6	14,5	3,3	5,0	2,0	29,0	29,9	24,4	14,1	29,9	24,4	14,1	2,7	2,7		

Les scores du cartel libéraux-socialistes en Limbourg et Luxembourg en 1946, 1950, 1954 et 1958 ont été répartis moitié-moitié pour 1946 et selon la clé de répartition proposée par R.E. De Smet & R. Evalenico (1956) pour les trois autres scrutins.

NOTES

- Y compris la grande entreprise d'armement, spécialisation liégeoise traditionnelle? La question peut être posée, mais ne nous semble pas déterminante.
- Nous employons ce terme même si les partis n'avaient pas à l'époque la même cohérence que celle qu'ils acquerront au XX^e siècle. L'Association libérale est fondée en 1846, mais des progressistes firent sécession à plusieurs reprises. Ils s'en détachent massivement en 1884 pour créer la Ligue libérale. Les Cercles catholiques se structurent au congrès de 1863, mais le Parti

catholique ne s'organise véritablement qu'en 1884 et reste traversé par des tendances qui s'opposent et s'organisent en quatre piliers avec la création du Boerenbond et des Associations ouvrières chrétiennes, à côté de la bourgeoisie catholique et des classes moyennes, au moment où se met en place le suffrage censitaire. Seul le Parti Ouvrier Belge (POB), créé en 1885 et devenu Parti Socialiste après la Seconde Guerre mondiale, possède dès le départ une structure forte.

3. Il resterait à dresser la géographie du non-vote (blancs, nuls et abstentions), en croissance tendancielle, phénomène plus urbain que rural.

4. A niveau de ruralité identique, la sécularisation est plus poussée en Wallonie qu'en Flandre. Ainsi, en Flandre occidentale, en 1900, peu de paroisses ont plus de 10% de la population ne pratiquant pas à Pâques, contre déjà 30 à 40% dans certaines zones identiquement rurales du Luxembourg ou de la province de Namur.

5. Le libéralisme rural maintient ici aussi des positions: faut-il chercher ailleurs l'origine du poids du vote libéral, jusqu'aujourd'hui, dans des régions rurales comme celles des Collines du Hainaut occidental, l'Est du Brabant wallon, le canton de Hannut (et dans des régions rurales flamandes contiguës, sud de la Flandre orientale, région de Tirlemont)?

6. Même si les trains des navetteurs ont pu parfois devenir des lieux de propagande politique socialiste.

RÉSUMÉS

L'article examine l'évolution de la carte électorale belge, depuis la période du suffrage censitaire jusqu'aux dernières élections législatives de 1999. Il insiste sur les permanences des comportements électoraux régionaux et de leurs déterminants et situe les évolutions et les ruptures par rapport aux phases longues de l'évolution économique et sociale. Malgré le déclin tendanciel de leurs scores depuis 1965, les sociaux-chrétiens gardent la géographie la plus stable. Il en est de même des socialistes francophones, alors qu'au contraire la géographie socialiste flamande est devenue « périphérique » depuis 1981 et non plus « centrale » comme précédemment. La géographie libérale est la plus instable : elle apparaît de plus en plus centrée sur le principal bassin d'emploi métropolitain, tout en entrant en compétition avec le vote social-chrétien dans les régions « périphériques », surtout en Wallonie. L'extrême-droite et les écologistes ont tous deux une géographie « centrale », rendant compte d'électorats certes sociologiquement opposés

The article examines the evolution of the Belgian electoral map, from the property qualification to the latest parliamentary elections in June 1999. It stresses the permanences of the regional electoral behaviours and those of their determining factors while placing the advances and breaks in the context of the long-lasting phases of the social and economic development. In spite of a tendential score decrease since 1965, the social-christians keep the most stable geography. So do the French-speaking socialists, whereas on the contrary the Flemish socialist geography has lost its « central » character to become a « peripheral » one since 1981. The liberal geography is the most unsteady and appears more and more focused on the biggest metropolitan employment basin while competing with the social-Christian vote in the « peripheral » areas, especially in Wallonia. The extreme right and the Ecologists share a more « central » geography,

which indeed reflects sociologically opposed electorates, both nevertheless determined by post-Fordist stakes.

INDEX

Keywords : Belgium, electoral geography, political parties, Kondratieff cycles

Mots-clés : Belgique, géographie électorale, partis politiques, cycles de Kondratieff

AUTEURS

CHRISTIAN VANDERMOTTEN

Université Libre de Bruxelles, cvdmotte@ulb.ac.be

JEAN-MICHEL DECROLY

Université Libre de Bruxelles, jmdecrol@ulb.ac.be

CHRISTIAN DESSOUROUX

Université Libre de Bruxelles, cdessour@ulb.ac.be

YVES ROUYET

Université Libre de Bruxelles, yrouyet@ulb.ac.be